

LIENS TO FEVRIER 2014

- = Krach ou pas ? p.1
- = Ce qu'ils ne pourront pas vous prendre (Mac Slavo) p.2
- = Continuons de prétendre encore 50 ans ! (Mish) p.3
- = En Inde, le BSE 30 va-t-il repartir à la hausse ? (Bill Bonner) p.5
- = Que penserait le Dr. Richebächer de la reprise aux Etats-Unis ? p.8
- = « La Cour constitutionnelle allemande a dit NON ! » p.10
- = Attention, cyclone financier à l'horizon ! p.17
- = Faut-il suivre le Consensus? Non ! p.18
- = La France et le sandwich germano-espagnol p.27
- = Interview d'Hervé Kempf : la nécessaire et inéluctable "grande convergence" 1/2 p.29
- = Keynes est mort, et les politiques d'Abe (Japon) sont vouées à l'échec p.36
- = Monétarisme et coup d'état institutionnel des banquiers étatsuniens (Robert Bibeau) p.39
- = Le réenchantement du monde (Michel Santi) p.41
- = Qu'est-ce que « la Monnaie » ? p.44
- = LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC p.47
- = Revue de presse internationale du 9/2/2014 p.53
- = Le .boom des nouveaux noms de domaine p.59



Krach ou pas ?

08 fév 2014 | [Françoise Garteiser](#) La Chronique Agora

Krach, pas krach ? 2014, redite de 2007 ? C'est la question que tout le monde se pose en ce moment, vu le manque notable de vigueur constaté sur à peu près tous les marchés.

Peut-être est-ce de la faute des pays émergents — comme nous l'avons vu [la semaine dernière](#). Peut-être est-ce l'économie qui n'est pas *vraiment* aussi solide qu'on veut bien le dire (une conclusion qui ne vous surprendra pas, cher lecteur...).

Ou peut-être faut-il en blâmer la Fed et son *taper*. Comme nous le disons de longue date, aussi précautionneusement qu'agisse la banque centrale américaine, toute tentative de sevrer les marchés de leurs injections de liquidité sera extrêmement périlleuse et ne se fera pas sans douleur...

... une douleur que ni Bernanke ni Yellen ne voudront infliger à leurs "administrés". [Comme l'expliquait Bill Bonner hier](#) :

"Depuis son plus bas sous les 1 000 points en août 1982, le Dow a grimpé et grimpé. Et chaque fois que les actions ont croisé une plaque de verglas et ont

fini dans le fossé, la Fed était là quelques minutes plus tard avec une dépanneuse".

"[...] Qu'est-ce que les investisseurs sont censés tirer de cette histoire ? Leur faut-il craindre la météo ? Apparemment pas. Toute plaque de verglas est un tremplin marche vers le succès, pensent-ils. La Fed sera toujours là... toujours prête, avec le bon outil... et s'assurant toujours que les voyageurs arrivent là où ils le veulent. Il n'y aura plus de 'krachs'... plus de 'marchés baissiers'... et plus de catastrophes boursières. A la place, nous n'aurons plus que des opportunités d'achat".

- Le problème, c'est que les sauvetages de la Fed ne sont pas sans conséquences. Elle a beau faire marcher la planche à billets, expliquait Simone Wapler dans *sa Stratégie*, "la reprise statistique achetée par la fausse monnaie de la Fed américaine reste... statistique. 47 millions d'Américains survivent avec des tickets alimentaires. Le budget prévoit 8,6 milliards de dollars de réduction de ce poste et Walmart indique que ses ventes seront touchées. Diable, l'économie réelle a la peau dure et il n'y a rien de magique dans la monnaie".

A défaut d'un krach boursier (ou probablement *en plus* d'un krach boursier), explique Simone, "nous sommes à l'aube d'une crise monétaire majeure, peut-être plus proche dans le temps pour l'euro que pour le dollar. Toute crise financière avec des banques hypertrophiées liées à des Etats surendettés se termine ainsi".

"Les 'biens tangibles' vont reprendre le dessus sur les actifs financiers et même le *cash*. **Le grand retour de l'or se précise**, probablement pour le second semestre 2014".

Restez à l'écoute !

Ce qu'ils ne pourront pas vous prendre

Par Mac Slavo - *ShifPlan*

Publié le 10 février 2014

Nous pouvons dire sans l'ombre d'un doute que l'établissement médiatique ne l'a pas vu venir. A l'approche de l'effondrement de 2008, non seulement a-t-il manqué de prévenir le public de ce qui allait se passer, mais il a moqué publiquement ceux qui conseillaient aux investisseurs de quitter les marchés des actions et de se préparer à une crise économique telle que nous n'en

avons encore jamais essuyée depuis le début des temps modernes.

Des gens comme Doug Casey, Peter Schiff, Harry Dent, Chris Martenson et Jim Rickards ont su dire ce que beaucoup d'autre ne voulaient pas entendre, ce que d'autres ne pensaient jamais voir arriver, et ont été diabolisés par des experts économiques, des analystes de marché et même des représentants élus pour avoir osé dire la vérité.

Et puis la crise s'est produite. Ils avaient raison. Aujourd'hui, ils sonnent à nouveau le signal d'alarme.

Dans la vidéo ci-dessous, que nous devons à [Future Money Trends](#), ces anticonformistes de légende discutent d'où nous en sommes, d'où nous allons, et de comment nous préparer à prospérer au cours des temps à venir.

Vous devrez produire un bien ou service dont les gens auront besoin...

La seule chose que vous pourrez emporter avec vous... tout ce qui vous appartiendra toujours sont vos connaissances et vos savoir-faire. C'est tout ce que vous avez. Le reste, ils pourront vous le prendre, et ils se pourraient bien qu'ils le fassent.

Ce que vous avez à faire est vous armer de connaissances et de savoir-faire spécifiques. Et je ne parle pas des idioties qu'on vous apprend à l'école. Elles ne valent rien...

Vidéo : Words of Wisdom to Prepare You To Prosper For Hard Times



(Voir la vidéo sur [Future Money Trends](#))

Peu importe l'endroit où vous êtes, vous pouvez commencer à vous préparer pour ce qui approche – aujourd'hui et maintenant.

Que vous investissiez sur l'or, sur l'argent, sur les actions, sur les produits alimentaires durables, sur les terres arables ou sur les biens immobiliers, vous devez vous concentrer sur des actifs qui pourront préserver votre capital ou

avoir une capacité de production capable de vous maintenir à flots si notre système économique s'effondrait complètement.

Tout le reste pourra devenir complètement inutile de plus d'une manière.

Continuons de prétendre encore 50 ans !

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 10 février 2014

Ce qui ne peut pas être remboursé ne le sera jamais, mais ça n'empêche pas les officiels de prétendre le contraire. Voici un extrait de l'article [Weigh Extending Greek Loans to 50 Years.](#)

Selon deux sources proches des discussions auxquelles s'adonnent les autorités européennes, la Grèce pourrait bientôt voir son prêt de sauvetage étendu à 50 ans et les taux d'intérêts de ses aides précédentes réduits de 50 points de base.

Ce projet, qui devrait être considéré par les législateurs en mai ou juin, pourrait également inclure un prêt supplémentaire de 13 à 15 milliards d'euros. La Grèce, qui a bénéficié de deux plans de sauvetage pour un total de 240 milliards d'euros, a déjà vu les termes de son contrat allégés par la zone euro et le FMI.

Cette nouvelle monnaie pourrait aider la Grèce à combler ses écarts financiers qui ont poussé l'Union européenne et le FMI à s'assurer que ses programmes de sauvetage soient respectés. Le président de l'Union européenne Herman van Rompuy a expliqué le mois dernier que la Grèce doit continuer de se serrer la ceinture, bien que le peuple grec « continue de souffrir des conséquences des réformes pénibles mais utiles qui ont déjà été mises en place ».

Sous ces nouveaux termes, le remboursement des plans de sauvetage accordés à la Grèce seraient étendus de 30 années supplémentaires et les taux d'intérêts réduits de 50 points de base pour ce qui est du mécanisme d'aide à la Grèce de 80 milliards d'euros mis en place en 2012. Les sources officielles ont demandé à rester anonymes.

Pourquoi maintenant ?

Les esprits inquisiteurs se demandent certainement pourquoi ces concessions

sont faites aujourd'hui. Voici la réponse à cette question : [La gauche grecque cherche à négocier une annulation de dette.](#)

La Grèce chercherait à négocier une annulation d'environ 1/3 de sa dette si Syriza, le parti de l'opposition, remportait les élections générales.

Alexis Tsipras, à la tête de la liste gauchiste communiste pan-européenne qui se présentera aux élections du Parlement européen en mai, a expliqué que les problèmes de son pays ne pouvaient être réglés par plus de prêts, qui ne serviraient qu'à rembourser des dettes passées et venir en aide aux banques.

« La solution n'est pas d'accorder toujours plus de prêts. La solution, c'est moins de prêts et moins de dettes », a déclaré Tsipras, dont le parti est en tête de la coalition Nouvelle Démocratie du premier ministre Antonis Samaras dans les sondages, à l'association Europresse lors d'une visite à Paris.

La Grèce, qui a déjà reçu deux plans de sauvetage pour un total de 240 milliards d'euros, n'attend pas d'élections générales avant 2016, bien que le vote puisse être tenu plus tôt si la coalition fragile de Samaras perdait sa majorité parlementaire.

Les maîtres d'esclaves de la dette de Bruxelles sont inquiets de l'éventuel échec du parti Nouvelle Démocratie d'Antonis Samaras, qui apporterait sans aucun doute le parti Syriza au pouvoir. La coalition Nouvelle Démocratie a aujourd'hui une majorité de deux sièges au Parlement grec.

Dans l'espoir d'éviter un effondrement parlementaire, l'Union européenne est prête à laisser la Grèce rembourser ses prêts sous 50 ans, ce qui ne représente rien de plus qu'une forme de défaut. Elle est également prête à ajouter 15 milliards d'euros au problème.

[**En Inde, le BSE 30 va-t-il repartir à la hausse ?**](#)

10 fév 2014 | [Bill Bonner](#) [La Chronique Agora](#)

▪ Nous avons traversé le nouvel aéroport de Bombay, gigantesque et ultra-moderne, à notre arrivée en Inde. C'est une merveille d'ingénierie et d'architecture...

Un aéroport est nécessairement une affaire rationnelle, planifiée. Voyageurs, bagages, avions — tout doit fonctionner aussi efficacement que possible. Il faut tenir les délais. Il faut suivre les procédures. Il faut maintenir l'ordre.

Tout autour de l'aéroport, en revanche, c'était le chaos. Les piliers de soutien d'une autoroute s'élevaient dans la poussière... au milieu de blocs de béton brisés et abandonnés. Des outils... des matériaux de construction... des huttes et des abris... des ordures... et, bien sûr, des gens, se mélangeaient dans le plus complet désordre.

Pourquoi laisser l'endroit dans un tel état ? Pourquoi ne pas ranger tout ça ? Pourquoi ne pas mettre de l'ordre ? L'Inde sera-t-elle toujours un chaos de pauvreté et de confusion ?

"Tu ne comprendras jamais l'Inde tant que tu n'auras pas lu la Bhagavad-Gîtâ et le Veda", nous avait prévenu un vieil ami.

Nous n'avions pas le temps de lire les textes anciens. Nous avons donc gardé les yeux et les oreilles ouverts.

▪ Est-ce que tout est illusion ?...

A notre arrivée, nous nous sommes frayé un chemin parmi les festivités de Kala Ghoda, au centre de Bombay, pour rejoindre la demeure Sassoon. Les rues étaient bondées. Des piétons. Des motos. Des automobiles. Il y avait peu d'espace libre. Des femmes en saris colorés... des odeurs d'épices sur le trottoir... des vendeurs de bijoux et de tambours. Des klaxons. On était à Bombay, après tout.

David Sassoon était un riche Indien juif qui a installé sa famille en Angleterre. Son petit-fils a combattu durant la Deuxième guerre mondiale et en a conté la folie dans des poèmes. Dans la cour intérieure de la maison — qui est un musée à présent — des poètes locaux récitaient leurs vers devant un maigre public. Une jeune femme à l'accent très anglais était sur scène :

"Que dois-je comprendre de tous les sons ?

Tout le bruit.

Est-ce la vraie vie... la réalité... est-ce là tout ce qui existe... rien de plus ?

Ou bien n'est-ce qu'illusion et distraction...

Détournant mon attention des profonds mystères de ma propre âme ?"

Nous ne sommes pas resté pour la réponse. Est-ce que tout est illusion ? Peut-être. Mais c'est tout ce que nous avons. Mieux vaut s'en accommoder le

mieux possible. Cela se fait non en explorant les mystères de notre âme, mais les mystères du bruit.

▪ **... Ou bien est-ce que tout est corruption ?**

"En Inde, tout le monde est corrompu. Enfin, pas tout le monde. Mais il y a eu tant de scandales qu'il n'est pas étonnant que les gens rechignent à investir dans les valeurs indiennes".

Notre collègue nous expliquait la mauvaise performance des valeurs indiennes. Alors que les valeurs américaines ont grimpé de 30% l'an dernier, les valeurs indiennes ont chuté de 2%.

Mais plus les explications arrivaient, plus notre perplexité augmentait.

"L'Inde a toujours été un pays très corrompu. C'est la seule manière de faire les choses. Il faut soudoyer quelqu'un. Mais le Congrès a fait passer une loi exigeant la publication des contrats entre le gouvernement et les entreprises privées. Pour la première fois, on peut voir ce qui se passe vraiment.

Naturellement, on trouve de la corruption. Les entrepreneurs ne voulaient pas être poursuivis, de sorte qu'ils ont arrêté de passer des accords. Résultats, les grands projets d'investissement se sont arrêtés net et l'économie en a souffert".

Apparemment, ce n'était pas la corruption qui faisait du mal à l'économie indienne, mais son absence.

"Ce n'est qu'une phase, elle va passer. Les gens s'habitueront à cette nouvelle loi de transparence. Ils trouveront comment être corrompus sans se faire prendre. L'économie reprendra".

Et comment les actions indiennes vont-elles s'en sortir ? Se remettront-elles sur pied ?

"Depuis l'an 2000, on constate que le marché préféré de tout le monde — les Etats-Unis — a grimpé d'environ 50%. On parle là du S&P 500. Comparez ça à la bourse de Bombay. Le BSE 30 a augmenté de 600% depuis 2000. Les conditions fondamentales n'ont pas changé. L'Inde est jeune et pauvre. Les Etats-Unis sont vieux et riches. Qui va se développer le plus au cours des prochaines 10 à 20 années ? Probablement l'Inde".

Oui, une fois qu'elle aura trouvé comment refaire fonctionner son système de corruption... l'Inde est partie pour un boom. Ou pas.

Que penserait le Dr. Richebächer de la reprise aux Etats-Unis ?

10 fév 2014 | [Addison Wiggin](#) | La Chronique Agora

- Voici un échantillon des gros titres ces derniers jours...

Le *Wall Street Journal* : "les premières décisions de Yellen cadencées par les décisions sur les taux" ...

Pour Reuters : "le Trésor US prévient : le défaut de paiement pourrait arriver plus vite qu'on ne le pense" ...

Le *Financial Times* : "les actions américaines à leur plus bas depuis trois mois" ...

Et enfin selon Bloomberg : "affaiblissement du dollar sur les signes d'un ralentissement de l'économie américaine" ...

A la lecture de ces titres, nous nous demandons comment aurait réagi notre regretté ami Kurt Richebächer : aurait-il ri ou pleuré de la situation actuelle du monde ?

"Toutes les périodes de ralentissement provoquées par un resserrement de la monnaie", écrivait-il en 2006, "ont été suivies par de fortes reprises. Un ralentissement qui arrive malgré des taux d'intérêt faibles et une politique monétaire souple nous semble être du plus inquiétant".

Il semble qu'aujourd'hui plus que jamais les investisseurs inquiets aient besoin de la vision claire et simple de Richebächer.

Il nous a quitté le 24 août 2007, à 88 ans — exactement une semaine après l'annonce par la Fed qu'elle réduisait radicalement son taux d'escompte "pour encourager le rétablissement de conditions favorables sur les marchés financiers" ... et alors que les crises du crédit et de l'immobilier qu'il prévoyait se mettaient sérieusement en place.

En 2005, lorsque Alan Greenspan déclarait au Congrès que les perspectives long terme des Etats-Unis s'avéraient radieuses, Kurt affirmait : "inepties ! [Les Etats-Unis sont] l'économie la plus malade de l'histoire économique".

"Elle souffre d'un manque d'investissement, d'un manque d'épargne, d'une expansion sans fin du crédit, d'un effondrement de son secteur industriel, d'un problème de chômage massif, d'un énorme déficit commercial et d'un

boom considérable du *carry trade*".

▪ **L'hommage de Paul Volcker**

Nous ne pouvons qu'imaginer ce que Richebächer dirait de la soit-disant "reprise" actuelle. Beaucoup de ce qu'il avait prédit fait froid dans le dos lorsqu'on le lit aujourd'hui. Il avait tellement raison à propos de ce qui allait arriver avec les prêts hypothécaires à taux variable, avec les titres adossés à des créances hypothécaires et avec ce qu'il appelait une récession de bilan parmi les banques, qui avait déjà démarré en 2006.

Heureusement, Richebächer nous a laissé un riche héritage et ses mémoires. En tant que chef économiste de l'influente Dresdner Bank allemande pendant près de vingt ans, il avait l'habitude de dire des choses qui contrariaient ceux qui occupaient un poste élevé — et lui faisaient gagner, à contrecœur, le respect des autres. Lors de son pot de départ en retraite en 1982, le président de la Réserve fédérale Paul Volcker lui rendit hommage en déclarant : "je pense que c'est le travail de chaque président de la Fed d'essayer de prouver que Richebächer se trompe".

Avant même qu'il ne quitte la banque, Kurt commença à publier une lettre lue par les plus grands investisseurs du monde — *The Richebächer Letter*. Nous avons eu le privilège d'être son éditeur au cours des 10 dernières années de sa vie. Ses lecteurs s'en souviennent bien.

"Kurt Richebächer !" se souvient un lecteur. "Je ne ratais jamais sa lettre d'investissement et j'étais impressionné par ses vastes connaissances économiques. J'ai souvent pensé à lui ces derniers temps et je me demande ce qu'il aurait dit de la pagaille dans laquelle nous nous trouvons. Il fut le dernier des grands penseurs de ce siècle ayant vécu dans l'Allemagne d'avant Hitler. J'aurais aimé qu'il soit encore parmi nous" ...

C'était un homme solide, mesuré... et un gentilhomme à l'ancienne — cultivé, ayant beaucoup voyagé, intelligent et critique. Malgré toutes les difficultés qu'il avait eues dans sa vie — guerre, dépression, maladie et de longues années passées après la disparition de sa femme — il appréciait encore un bon vin, un bon repas et une bonne discussion.

Parfois, je me souviens qu'il ponctuait ces discussions en tapant sa canne à bout argenté contre le sol.

"Ils ne regardent pas les données !" disait-il sévèrement de ses collègues

économistes qui ne voyaient pas ce qui paraissait évident pour lui. C'était au cours d'une visite mémorable dans son appartement en bord de mer à Cannes, en France.

En essayant de rester dans son état d'esprit... nous prenons le pouls de l'économie américaine dans nos chroniques. Cinq ans après qu'on nous a annoncé que la "reprise" était là. Pour ce faire, nous nous basons sur les données que Richebächer trouvait les plus utiles pour construire ses prévisions.

Nos efforts pour reprendre le flambeau à sa suite sont sérieux... mais les conclusions que nous tirons sont totalement les nôtres. A suivre...

« La Cour constitutionnelle allemande a dit NON ! »

Charles Sannat 10 février



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Cette information a été savamment cachée sous une épaisse complexité juridique et résumée d'une façon assez simpliste par une Youpi tralala, la Cour allemande transfère la décision à la justice européenne qui va forcément dire oui, c'est bien, vu qu'ils sont des fédéralistes patentés. Fin de l'histoire, circulez, il n'y a rien à voir !

Sauf que cette vision est pour le moins partielle et partielle, loin d'expliquer la complexité de la décision rendue qui n'est qu'un simple renvoi et bien un vote massif de rejet du plan OMT par les juges allemands qui considèrent ce programme comme illégal par 6 voix contre 2 !

Je vais donc essayer de vous rendre intelligible ce problème assez compliqué faisant appel en plus au droit européen qui n'a jamais brillé par sa simplicité à commencer par son accessibilité sémantique puisque derrière tout cela se joue une immense bataille juridique faisant appel à la notion de « question préjudicielle » !

Essayons de comprendre la décision des juges allemands !

Je vous traduis ci-dessous les passages les plus importants de l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle allemande, et cet arrêt me semble clair, pondéré et juste, aussi bien dans son analyse que dans les solutions proposées.

« b) L'article 123 sec. 1 du TFUE interdit à la Banque centrale européenne l'achat d'obligations gouvernementales directement à partir d'une émission des États membres. Il semble évident que cette interdiction ne peut être contournée par mesures fonctionnellement équivalentes. Les aspects mentionnés ci-dessus, à savoir la neutralisation des écarts de taux d'intérêt, la sélectivité des achats, et le parallélisme avec les programmes d'assistance du FESF et du MES indiquent que le fonctionnement des OMT vise à un contournement illicite de l'art. 123 sec. 1, du TFUE.

Les aspects suivants peuvent être ajoutés : la volonté de participer à une réduction de la dette à l'égard des obligations à acheter ; le risque accru ; la possibilité de conserver les obligations d'État achetées à maturité ; l'ingérence dans la formation des prix sur le marché, et l'encouragement, provenant du Conseil des gouverneurs de la BCE, à intervenir directement sur le marché primaire en achetant des obligations.

c) De l'avis de la Cour constitutionnelle fédérale, l'objectif défini par la Banque centrale européenne pour justifier la décision de l'OMT, à savoir corriger une perturbation dans le mécanisme de transmission de la politique monétaire, ne peut pas changer cette évaluation.

Le fait que l'achat d'obligations d'État peuvent, sous certaines conditions, aider également à soutenir les objectifs de la politique monétaire du Système européen de banques centrales transforme le mécanisme dit OMT en un acte de politique monétaire.

Si l'achat d'obligations d'État était recevable à chaque fois que le mécanisme de transmission de la politique monétaire de la BCE est perturbé, cela reviendrait à accorder la Banque centrale européenne le pouvoir de remédier à la détérioration de la cote de crédit d'un État membre grâce à l'achat direct d'obligations de cet État. Cela équivaldrait largement à une suspension de l'interdiction de financement monétaire des budgets des États membres de la zone euro par la BCE. »

Nous pouvons donc résumer la position des sages allemands par le fait qu'une politique OMT (opérations monétaires sur titres), à savoir le rachat

directement par la Banque centrale européenne d'obligations émises par des États membres, est totalement illégale au regard de l'article 123 qui stipule de façon très claire qu'il est interdit à la BCE de racheter directement des dettes d'États. C'est tout simplement interdit, tout le monde le sait bien, Mario Draghi, le gouverneur de la BCE, le sait parfaitement et sur ce sujet des OMT (potentiel car ce mécanisme n'a jamais été utilisé), il est évident qu'une telle politique est tout simplement illégale et qu'il faudrait pour ce faire modifier le droit européen et les statuts de la BCE ou alors limiter considérablement la portée des OMT afin de rendre un tel programme compatible avec le droit européen actuel et les traités en vigueur.

Or la Cour constitutionnelle allemande explique comment elle pourrait reconsidérer la légalité d'un tel mécanisme, notamment si les rachats OMT étaient limités dans le temps, en montant, mais également non ciblés, à savoir que la BCE devrait racheter indistinctement tous les types d'obligations de l'ensemble des États membres de la zone euro et pas uniquement par exemple que des obligations italiennes si la dette italienne à un moment était particulièrement attaquée.

Une telle décision, vous en conviendrez, retirerait toute utilité et toute efficacité à une politique OMT qui, par définition, doit permettre à la Banque centrale européenne de racheter uniquement de la dette du pays membre dont la dette serait attaquée par les marchés... Il serait assez inefficace pour faire baisser les taux italiens... d'acheter de la dette française ou allemande !

La décision des juges allemands annule donc en totalité la proposition d'OMT en cas de problème formulée par Mario Draghi et qui est la seule chose qui ait ramené le calme sur les marchés au moment où les inquiétudes des marchés sur l'avenir de la zone euro était à son comble en 2011.

Assez logiquement, alors que la Cour allemande rend un avis clairement et incontestablement négatif sur la politique menée par la BCE, elle pose ce que l'on appelle une question préjudicielle à la Cour de justice européenne afin d'obtenir un avis de la plus haute autorité judiciaire européenne sur son interprétation des traités en vigueur, comme le montre le paragraphe concerné dans la décision de la Cour de Karlsruhe :

« 4. Sous réserve de l'interprétation par la Cour de justice de l'Union européenne, la Cour constitutionnelle fédérale considère que la décision de l'OMT incompatible avec le droit primaire, une autre évaluation pourrait,

cependant, être justifiée si la décision de l'OMT pourrait être interprétée en conformité avec droit primaire. »

Il va donc falloir que la justice européenne donne son avis sur l'interprétation des traités et en fonction, alors, la Cour constitutionnelle allemande pourrait être amenée à réévaluer sa décision. Le problème est double. D'une part, rien ne dit que la justice européenne pourrait écrire noir sur blanc qu'une action OMT ne viole pas l'interdiction faite à la BCE de racheter des obligations d'États membres de la zone euro tant cet article est clair et sans ambiguïté et laisse peu de place à l'interprétation, mais surtout, à ce qu'il me semble, dans un pareil cas, juridiquement la Cour de justice européenne ne va faire que rendre un avis sous forme d'interprétation mais la décision finale restera dans les mains de la Cour constitutionnelle allemande.

Nature du renvoi préjudiciel

Sur le site Europe.eu, qui est le site explicatif des législations européennes, il est précisé concernant les questions préjudicielles que :

« Toute juridiction nationale, saisie d'un litige dans lequel l'application d'une règle de droit européen soulève des questions (litige principal), peut décider de s'en remettre à la Cour de justice pour résoudre ces questions. Il existe alors deux types de renvoi préjudiciel :

1/ le renvoi en interprétation de la norme européenne : le juge national demande à la Cour de justice de préciser un point d'interprétation du droit européen afin de pouvoir l'appliquer correctement ;

2/ le renvoi en validité de la norme européenne : le juge national demande à la Cour de justice de contrôler la validité d'un acte de droit européen.

Le renvoi préjudiciel constitue donc un renvoi «de juge à juge». Même s'il peut être demandé par l'une des parties au litige, c'est la juridiction nationale qui prend la décision de renvoyer devant la Cour de justice. À ce titre, l'article 267 du traité sur le fonctionnement de l'UE précise que les juridictions nationales qui statuent en dernier ressort, c'est-à-dire dont les décisions ne peuvent faire l'objet d'un recours, ont l'obligation d'exercer un renvoi préjudiciel si l'une des parties le demande. En revanche, les juridictions nationales qui ne sont pas de dernier ressort n'ont pas l'obligation d'exercer ce renvoi même si l'une des parties le demande. En tout état de

cause, toutes les juridictions nationales peuvent spontanément saisir la Cour de justice en cas de doute sur une disposition européenne.

La Cour de justice se prononce alors uniquement sur les éléments constitutifs du renvoi préjudiciel sur lesquels elle est saisie. La juridiction nationale reste donc maîtresse du litige principal.

Par principe, la Cour de justice doit répondre à la question soulevée. Elle ne peut pas refuser d'y répondre au motif que la réponse ne serait ni pertinente ni opportune au regard du litige principal. Elle peut, en revanche, s'y opposer si la question ne relève pas de sa sphère de sa compétence. »

Où en sommes-nous exactement alors ?

Je ne suis pas un spécialiste du droit européen qui est à peu près aussi clair que du jus de chique... Résultat : j'ai posé la question à un avocat spécialiste de ces questions... dont j'attends les précisions qui nous seront utiles pour bien saisir toutes les implications et la portée de cette décision.

Pour le moment, et au risque de me tromper, donc je vous livre mon avis et mon interprétation mais ce n'est en aucun cas une vérité absolue dans la mesure où, encore une fois, j'attends des précisions sur le droit européen qui est d'une très grande complexité.

Je pense donc, en l'état actuel des choses, que la Cour allemande a procédé à une question préjudicielle afin de voir la Cour européenne de justice confirmer au moins partiellement son analyse sur l'illégalité de telles procédures au regard des traités existants. L'objectif de la Cour allemande est sans doute d'obtenir une nécessaire renégociation des traités afin de les voir intégrer la possibilité des OMT, or il faudrait l'unanimité des pays membres... et l'Allemagne serait vraisemblablement en désaccord lors d'une nouvelle négociation et bloquerait tout changement de philosophie monétaire et d'indépendance de la BCE.

En attendant, cette décision permet aux juges allemands de temporiser, de gagner du temps tout en gravant dans le marbre une décision remettant en cause profondément la politique monétaire menée par Mario Draghi et la BCE.

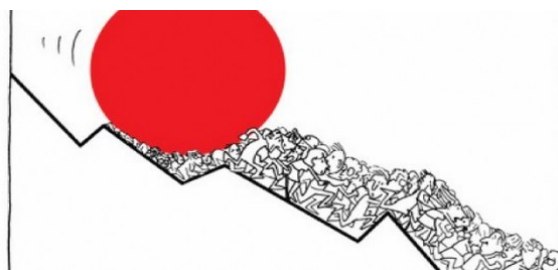
In fine, d'après ce que j'ai compris (mais c'est sans certitude), c'est bien la Cour constitutionnelle allemande qui aura le dernier mot et, pour le moment,

cela permet d'habituer en douceur les marchés à un désaccord profond notamment en provenance d'Allemagne...

Compte tenu de l'importance de ce sujet susceptible de préfigurer soit un retrait allemand de l'euro, soit encore une reconfiguration de la monnaie unique, nous allons continuer à le suivre avec attention et j'attends des précisions juridiques que je partagerai avec vous dès que je les aurai.

Restez à l'écoute.

Japon : le ratio de la dette nationale devrait atteindre un nouveau record en 2014



TOKYO, 7 février – Le ratio de la dette nationale japonaise, qui se mesure par le pourcentage des taxes et des primes des aides sociales dans le revenu national, devrait atteindre un nouveau record pendant l'année fiscale 2014, a déclaré vendredi le ministère des Finances.

Le ratio devrait atteindre 41,6 % pendant l'année fiscale 2014, soit un point de pourcentage de plus que l'année précédente, en raison notamment de la hausse des dépenses de sécurité sociale pour la population vieillissante.

Par ailleurs, le ratio de la dette nationale potentielle, qui prend en compte les déficits fiscaux qui seront un fardeau pour les générations futures, devrait baisser de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 51,9 % au cours de l'année fiscale qui commence le 1er avril, a ajouté le ministère.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Voilà encore une nouvelle preuve de la « bonne santé économique japonaise » et de l'inefficacité totale de la relance uniquement par l'utilisation de la planche à billets.

Le Japon n'a jamais été autant endetté, il arrivera fatalement le

moment où cette bulle de dette explosera, c'est une certitude. La seule question est désormais quand ?

La Chine maintiendra des liquidités appropriées

BEIJING, 8 février – La Banque Centrale Chinoise a annoncé samedi qu'elle recourrait à des instruments de politique monétaire dans les prochains mois pour garder les liquidités à un niveau approprié et réaliser une croissance raisonnable du crédit et du financement social.

Dans un rapport trimestriel sur la politique monétaire, la Banque populaire de Chine a déclaré que des instruments, dont des opérations d'open-market, le changement du taux de réserve obligatoire, des prêts et du réescompte, seraient adoptés pour gérer les liquidités du système bancaire.

La banque centrale renforcera aussi la communication avec le marché et le public pour stabiliser les attentes et garantir une performance stable du taux d'intérêt, selon ce rapport.

La Chine continuera à appliquer une politique monétaire saine en 2014 en la rendant plus proactive, mieux ciblée et mieux coordonnée et en réajustant légèrement la politique de manière opportune et appropriée, ajoute ce rapport.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Cette dépêche signifie que les autorités monétaires chinoises sont pleinement conscientes de la complexité de la situation notamment du système financier et qu'elles feront en sorte que les marchés ne manquent pas de liquidités. En clair, la Banque de Chine interviendra autant que nécessaire.

Voilà une nouvelle qui devrait mettre du baume au cœur de tous les spéculateurs mondiaux !

Plus de 62 000 défaillances d'entreprise en France en 2013

Sur le front de l'emploi et de l'activité économique dans notre pays, c'est toujours la Bérézina en dépit de l'air ravi de la crèche de notre ministre de

l'Économie toujours aussi sympathique qu'incompétent.

La France a connu en 2013 62 252 défaillances d'entreprise, soit 1,7 % de plus qu'en 2012, selon des données provisoires de la Banque de France, arrêtées à la fin de décembre, qui traduisent en particulier les difficultés du bâtiment et des travaux publics (BTP) et du commerce.

C'est dans l'hébergement (hôtellerie au sens large) et la restauration, que l'augmentation des faillites est la plus importante (+ 5,4 %, à 7 600). Les activités immobilières (+ 3,5 %, à 2 156).

Le problème c'est que les faillites d'entreprises sont l'un des meilleurs indicateurs avancés car il s'agit là d'un véritable massacre sur le front de l'emploi salarié du secteur marchand et ce chiffre en dit beaucoup plus long que l'ensemble des discours lénifiants tenus par nos mamamouchis qui, encore une fois, affichent un optimisme béat de plus en plus insupportable tant la réalité quotidienne des gens est de plus en plus éloignée de l'image que tentent désespérément de véhiculer nos dirigeants. Mais ont-ils seulement compris ce qui est en train de se passer dans le vrai pays ?

Attention, cyclone financier à l'horizon !

Publié le 10 février 2014 par Le Yeti Les 7 du Québec



LE YETI :

Turquie, Inde, Indonésie, Afrique du Sud, Brésil : les “fragile five” déclenchent un cyclone financier.

Les “fragile five” relèvent leurs taux directeurs les uns après les autres : Inde, puis Turquie, et maintenant l'Afrique du sud.

Ces “fragile five” sont en train d'entraîner toute la planète dans leur chute.

Mardi 28 janvier 2014 :

Inde : hausse du taux directeur de la Banque centrale de 0,25 point, à 8%.

Mercredi 29 janvier 2014 :

Turquie : la banque centrale augmente ses taux pour sauver la livre.

Lors d'une réunion d'urgence de son comité de politique monétaire, la banque centrale de Turquie a procédé à un changement complet de stratégie et annoncé une augmentation de son taux au jour le jour, qui passe de 7,75 à 12%, et de son taux hebdomadaire repo [taux de refinancement, ndlr], poussé de 4,4 à 10%.

Vers 15h05 :

Afrique du Sud : la banque centrale relève son taux d'intérêt.

La banque centrale d'Afrique du Sud a annoncé mercredi un relèvement de son principal taux d'intérêt alors que la monnaie nationale, le rand, est au plus bas depuis cinq ans, victime notamment de la fuite de capitaux touchant les économies émergentes.

« Au vu des circonstances, le comité de politique monétaire a décidé une augmentation du taux repo de 50 points à 5,5% », a annoncé sa présidente Gill Marcus, exposant aussi les difficultés rencontrées par l'économie nationale.

« Comment répondre à la conjugaison de monnaies se dépréciant fortement avec des fuites des capitaux, une croissance ralentie, une inflation en hausse, des déficits des comptes courants ou budgétaires significatifs et une confiance dégradée : telles sont les défis et la quadrature du cercle pour beaucoup de marchés émergents », a-t-elle ajouté.

Ces derniers jours, plusieurs pays émergents comme la Turquie, l'Argentine, l'Inde et la Russie ont pris des mesures fortes, notamment des relèvement de taux directeurs, pour tenter de contrer la dégringolade de leurs monnaies.

L'Edito du Dimanche 9 Février 2014:

Faut-il suivre le Consensus? Non !

Par The Wolf le 09/02/2014 • Par Bruno Bertez

L'opinion dominante domine. On fait semblant de croire. Le consensus actuel est un consensus Potemkine sur une économie Potemkine et une finance mondiale zombie.

Nos sociétés aiment le consensus. Nous irions même plus loin, elles ne

peuvent plus s'en passer et encore moins s'en écarter. Il est presque devenu immoral de s'écarter du consensus de la pensée dominante. Le mouvement de « moralisation » de la société impose ses règles, ce qui fait de ceux qui ne les suivent pas, des renégats, des extrémistes, des fondamentalistes dangereux. Cela est vrai dans le domaine des mœurs, on le voit chaque jour lorsqu'on ouvre la télévision, les opposants aux innovations sont de dangereux fascistes.

Cela est vrai en matière économique ou financière. Ceux qui doutent des politiques menées, qui contestent le bien fondé des actions de régulation, ceux qui achètent de l'or, ceux qui conservent leurs liquidités sont des mauvais citoyens, des rebelles.

Mieux, ils ont responsables, par leur doutes et leurs propagandes, de la médiocrité des résultats obtenus par les pouvoirs en place. Si on n'obtient que des résultats insuffisants, c'est parce que l'on rencontre des obstacles: il y a des gens qui s'opposent aux politiques justes et nécessaires, ils empêchent que l'on puisse les conduire aussi loin que l'on devrait. C'est la position de Krugman par exemple, et il n'hésite pas, en tant que représentant « du progrès », à stigmatiser ceux qui veulent mettre un frein ou un bémol aux aventures.

La dictature du consensus est l'un des éléments qui nous fait écrire qu'il n'y a plus, compte tenu de la dérive de la société, d'économie de marché, il n'y a plus ce que l'on appelle « confrontation ».

C'est un peu ce qui se passe en matière d'opinion, le débat a été remplacé par l'autocensure. Résultat, au lieu que la confrontation fasse ressortir un optimum, une vérité, on s'enfonce dans le sens unique des erreurs partagées, communes, dominantes. Dans ces conditions, ce qui ne va pas, ce qui n'est pas adapté, ne peut se manifester et se résoudre que par des crises violentes, par la non-linéarité explosive. La dissymétrie militaire produit le terrorisme, le consensus économique et financier produit le terrorisme de la Crise. Les règles du jeu sont balayées.



Le consensus, en ce début 2014, est que nous sommes sur la bonne voie. La reprise de 2013 a été modérée, mais celle de 2014 sera plus assurée. Surtout ses bases sont plus solides, ceci est confirmé n'est-ce pas, puisque la Réserve Fédérale américaine peut réduire ses achats de titres à long terme. Cette décision rend crédible le scénario dominant, pense-t-on. C'est une sorte de validation.

De même, la baisse de l'or valide l'idée suggérée Mezzo Voce par Bernanke que les risques ont fortement diminués et que nous sommes sur la voie de la normalisation. La hausse des Bourses va dans le même sens, elle prouve, par leur performance, que l'activité mondiale va dans la bonne direction, que la confiance revient, que les vents contraires, comme l'on dit, sont moins forts. Peu importe que la reprise soit artificielle, qu'elle soit due à l'arrêt en Europe des efforts d'austérité, à la politique monétaire ultra-accommodante, aux taux d'intérêt nuls et aux assurances -Put- données par les Banques Centrales. Non, on veut croire que l'inversion des causes et des conséquences est efficace. Si les conséquences de la reprise sont là, alors c'est que la reprise va venir! Nous sommes au cœur du problème théorique posé par la crise, ce n'est pas le réel qui compte, ce sont les perceptions et, si on réussit à modifier les perceptions, alors on peut sortir de la crise. L'esprit produit la matière, les incantations. C'est une autre formulation du problème de la transmission.

Dans le cadre de la dictature du consensus, il est mal venu de douter de la parole des Maîtres. Nous l'avons expliqué plus haut. Comme le disait Nietzsche, « *fais ce que tu veux, mais ne t'écarte pas du troupeau* ». Celui qui réussit le mieux, tant que la Crise ne vient pas réconcilier le réel et les perceptions, c'est celui qui intériorise le mieux la pensée dominante. Et la pensée dominante dit: Ils ont réussi.

Pas tout à fait quand même, car il faut maintenir le paradis sur terre, le Goldie Locke généralisé: ils ont réussi, mais pas au point que l'on puisse se permettre de revenir à des taux d'intérêt normalisés ou sur la voie de la normalisation. Non, les taux, dit-on, vont rester bas très longtemps et les liquidités ne vont pas manquer. La manipulation des perceptions impose le paradoxe d'une situation en voie de normalisation mais, en même temps, suffisamment obérée pour que la croissance reste lente très longtemps et que le loyer de l'argent reste collé au plancher.

Il en va de même du Risque! Peu importe la déstabilisation des émergents, de l'Inde, de la Russie, de la Turquie, l'impasse chinoise, rien n'affecte le prix du risque. Nous sommes dans un monde dissymétrique où le « bien » gratifie, mais où le « mal » ne fait pas souffrir. Le taper américain ne pénalise pas les Etats-Unis, au contraire, il pénalise les autres, on a réussi le miracle de la dissociation des coûts et des produits, des causes et des effets. C'est durable, la transmission, l'interconnexion des économies, des marchés, des banques, s'arrête aux portes de l'année 2014. Les émergents, locomotives de la croissance d'avant, sont en difficulté, voire en chute libre, ils font face à des pressions inflationnistes, à des déficits extérieurs impossibles à financer, à des masses de dettes difficiles à refinancer, ils doivent pratiquer des politiques monétaires restrictives, lutter contre le surendettement privé, freiner la chute de leur compétitivité ; pffut, tout cela n'est que billevesées, détails mineurs. On nous vend la soupe du taper sans mal ou douleur!

Le Brésil : un cas d'école

Le Brésil est un cas extrême avec une devise qui a été maintenue artificiellement à des niveaux insoutenables en attirant les capitaux qui profitaient de rendements supérieurs à 10% pour une inflation qui tournait entre 4 et 6%. Cela a creusé la balance courante des paiements avec un pic de 81Mds de \$ en 2013, qui n'inquiétait nullement les investisseurs jusqu'à ce que les perspectives d'argent moins facile aient fini par faire peur aux investisseurs. Comme des moutons de panurge, ils se sont tous retirés à la hâte entraînant la chute de la devise. Il faut reconnaître que dans le cas du Brésil la correction sur la devise avait commencé bien avant l'annonce de la fin du QE et la hausse des taux depuis un an n'a pas pu arrêter la chute de la devise. Le Brésil, l'un des constituants du célèbre bloc

des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Sud Afrique), est en plein désarroi avec une croissance économique revue constamment à la baisse passant de 4% espérés il y a un an à 2% actuellement pour 2014. Il y a des fortes chances que le résultat final soit encore bien inférieur à ce chiffre. Source Jacques Chahine

Peu importe la situation de la Chine, en attente de sinistre financier et bancaire, rien ne peut affecter le scénario imposé par les dominants, nous sommes sur la voie du retour aux normes, on vous le dit. C'est la fin de l'histoire, la fin des marchés, ces institutions et lieux barbares où se confrontaient les contradictions et opinions contraires. Les individus, s'il en existe encore, sont conviés à se convaincre que si cela ne marche pas, c'est de leur faute, parce qu'ils sont récalcitrants, ils osent ne pas croire. Il n'y a plus de vie, plus d'incertain, il n'y a que des modèles auxquels le citoyen ou l'agent économique sont invités à se plier, mieux, à se conformer car plier ne suffit pas, il faut intérioriser.

La Chine présente un autre danger systémique

Le pays présente une balance courante excédentaire de 200Mds de \$, en recul certes par rapport aux années avant la crise à 400Mds, mais largement suffisante pour voir sa monnaie continuer de s'apprécier. Le problème spécifique à la Chine est son « shadow banking » bien connu de tous et que tout le monde s'accorde à voir éclater un jour.

Un point nous a toujours frappé dans l'économie Chinoise : c'est la précision avec laquelle une croissance économique décrétée par le haut se réalisait à la décimale près. Ainsi, le Parti ayant décidé de faire passer le rythme de croissance de 9.5% à 7.5%, le résultat 2013 est pile 7.7%. Il est assez amusant pour un statisticien de constater qu'il n'existe pas une série de PIB en valeur absolue ou en valeur réelle corrigée de l'inflation.

La croissance du PIB chinois se réalise comme un métronome

L'explication de ces performances est à la base du système économique chinois. La consommation des ménages, qui est le

secteur libre, ne représente pas plus de 36% du PIB, contre plus des 2/3 aux Etats Unis. A l'inverse l'investissement, majoritairement sous le contrôle de l'Etat et des provinces, représente presque la moitié du PIB. Il est donc possible pour le gouvernement central de décréter le type et le montant des investissements parfois pharaoniques qui sont à faire. D'où la création de villes fantômes avec des aéroports fantômes dans des provinces reculées et des investissements industriels sans étude sérieuse de rentabilité. Et quand ce n'est pas l'Etat ou les provinces qui ont investi, le « shadow banking » a fait le complément avec des rendements sur le papier alléchants. Or la contraction de la demande mondiale suivie d'une forte détente sur le prix des matières premières a rendu beaucoup de projets fortement déficitaires. Les premières faillites sont apparues dans le secteur avec un trust de 500M\$ qui a prêté à 12% à une compagnie minière qui est maintenant acculée à la faillite. Des incidents de même nature dans le passé ont été soigneusement compensés par les autorités et le système bancaire pour ne pas effrayer. Derrière ce trust, se cache la plus grosse banque chinoise ICBC qui n'a plus très envie de porter le chapeau. Est-on à la veille de l'éclatement du « subprime » à la chinoise ?

[L'investissement représente 48% de l'économie chinoise !](#)

L'environnement chinois est appelé incontestablement à se modifier et plutôt rapidement, car une croissance basée sur une économie où l'investissement représente 50% du PIB n'est plus soutenable, d'autant plus que l'investissement planifié à la méthode communiste présente ses limites. Les exportations ont également cessé d'être le moteur principal de la croissance : leur part est passée de 9% avant la crise à moins de 3% actuellement sous l'effet de pays émergents plus compétitifs, une mécanisation devenue rentable avec la hausse des prix et le début du « reshoring » ou rapatriement de certaines activités délocalisées. C'est le cas notamment des Etats Unis où l'effondrement des prix de l'énergie et particulièrement du gaz de schiste a permis ces mouvements. Le parti communiste chinois pourra de moins en moins décréter les niveaux de croissance à réaliser et devra résorber les bulles qui se sont accumulés dans le

ystème financier en laissant le marché décider de la rentabilité des investissements.

De la même manière qu'il faut participer aux croisades contre l'alcool, contre la vitesse en voiture, contre l'obésité, contre le sexisme, contre le racisme, contre les discriminations, contre le sida, contre la maladie d'Alzheimer, il faut participer à la bien-pensance économique. Le bon citoyen n'est pas seulement celui qui accomplit tout ce que la pression sociale lui impose, non! Il faut qu'il pense juste en matière économique et financière: qu'il arrête de rappeler que deux et deux font quatre, que les dettes ne font que s'accumuler, que les chiffres du chômage ne veulent rien dire, que la précarité devient insoutenable, que les inégalités mettent en péril les équilibres sociaux et économiques, que les retraites et la protection sociale ne sont plus financées, que l'éducation périclité,... que les soi-disant succès sont dus à la répression, à la multiplication des mensonges et à la dissimulation, aux pertes de libertés...



On peut cependant, on en a encore le droit, faire quelques observations qui doivent modérer l'enthousiasme béni oui-oui.

1. On a déjà connu en 2010 des débuts de reprises semblables à celles que l'on connaît maintenant, puis on en a encore connu fin 2011, début 2012: sans lendemain..
2. La reprise actuelle aux Etats-Unis repose sur un stockage anormal, hors effet de stockage, la demande finale reste atone malgré la baisse de l'épargne. On navigue sur une croissance de la demande finale de 1,6 à 1,7%..Le rythme de progression de la demande finale depuis le début de la reprise est moitié moindre que le rythme historique d'avant 2007.

3. La reprise du logement n'est pas le fait des utilisateurs de logements, mais elle est due à la monétisation de l'asset logement locatif par les géants financiers qui ont accès à l'argent gratuit.

4. Le ratio de dette des ménages sur les revenus ne s'est amélioré que partiellement. Le ratio est à 109% contre 135% au sommet de la crise, mais le ratio normal historique est un peu au-dessus des 70%. Certes il y a une marge pour une reprise intercalaire, temporaire, avant la rechute, mais l'assainissement est d'autant plus insuffisant que le service des dettes n'est pas à son prix, il est subventionné par la politique de la Fed.

5. Par ailleurs les revenus réels salariaux stagnent ou régressent par le temps partiel. L'an dernier, le revenu réel a enregistré sa plus forte chute depuis 1974. Le revenu médian des salariés a chuté pour la cinquième année consécutive. Pour compenser, il a fallu que le crédit à la consommation progresse de 22% au cours des trois dernières années. La dette totale de consommateurs américains a rejoint les 11, 4 trillions. Plus de 46 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté, les foods stamps, autre nom de la soupe populaire, sont distribués à 47 millions de familles. Enfin la durée moyenne du chômage continue de monter, on est à 37,1 semaines contre moins de 20 semaines il y a cinq ans. La soi-disant reprise ne touche que la partie plutonomique de la population.

6. L'épargne est la moitié de ce qu'elle était dans les trente années d'avant l'an 2000

7. L'emploi est un village Potemkine. Le vrai taux de chômage, si on corrige pour tenir compte du découragement des demandeurs d'emplois, le taux de chômage est supérieur à 11%, plus près de 12. La participation au marché du travail, seul véritable critère qui témoigne de la solidité de ce marché, est de 62,8% contre une moyenne de plus de 66%. Le pourcentage d'Américains au travail ne cesse de chuter, on est à 58,6% contre 60,6% il y a cinq ans.

Apple rachète 14 milliards de dollars de ses actions

Sous la pression du milliardaire Carl Icahn, le groupe informatique américain Apple a accéléré le rachat de ses propres actions lors des deux dernières semaines et n'exclut plus d'acquérir de grosses entreprises.

Dans un entretien au Wall Street Journal publié jeudi sur le site internet du quotidien des milieux d'affaires new-yorkais, le directeur général, Tim Cook, a révélé que la marque à la pomme avait racheté pour 14 milliards de dollars de ses propres actions. L'opération s'est faite en deux étapes: Apple a d'abord racheté «en accéléré» et en bloc 12 milliards d'actions et, ensuite, il s'est procuré 2 milliards sur le marché.

Elle entre dans le cadre de son programme de rachat de 60 milliards d'actions sur deux ans annoncé l'an dernier, a précisé le successeur du charismatique Steve Jobs. En un an, le groupe en est déjà à 40 milliards d'actions rachetées, selon son dirigeant, qui dit avoir été surpris par la chute du titre après la publication de ses résultats annuels fin janvier. L'action du fabricant des iPhone et iPad avait dégringolé de 8% dans la foulée de ses résultats sur des craintes au sujet de sa rentabilité future. Elle a terminé quasi stable jeudi, à 512,51 dollars, à Wall Street.

Plus de dividendes

Cette annonce intervient alors que l'investisseur activiste Carl Icahn lui demande d'intensifier son programme de rachat d'actions, une façon indirecte de rémunérer ses actionnaires et de valoriser le titre. Le milliardaire, réputé pour ses raids boursiers hostiles et son interventionnisme sur les activités des entreprises où il investit, a accru ces derniers jours ses investissements dans Apple et possède désormais quelque 0,9% du capital.

Carl Icahn entend demander aux actionnaires, lors de l'assemblée du groupe le 28 février, de voter une augmentation de 50 milliards de dollars du programme de rachat annoncé, ce qui représenterait un plan total de 110 milliards, soit quasiment le quart de la valorisation (457,15 milliards de dollars) d'Apple jeudi soir à la bourse de New York. Source Le Temps

9. Le taux de profit global a touché un sommet entre la fin 2012 et la mi-2013. Le système capitaliste est un système de production de profit et le taux de profit est le moteur du système tant en tant qu'objectif qu'en tant que

carburant, son cycle précède les véritables cycles plus visibles.

La fin du QE sonne le retour vers les fondamentaux, et le moins que l'on puisse dire est que les résultats Q4 et surtout les perspectives 2014 ne sont pas appétissants. 2013 se termine sur une hausse de 7% des profits, partiellement gonflée par la sortie des indices de sociétés déficitaires comme Sprint ou TMobile. Les prévisions 2014 sont revues à la baisse, passant de 10 à 8% en l'espace de deux mois. Nos objectifs inchangés sont de 5.5%.

Source Jacques Chahine

Notre conviction est que:

- 1) On confond, par le jeu des moyennes, la reprise avec la poursuite de l'enrichissement des plus riches et ultra-riches
- 2) Une vraie reprise doit toucher le fond du pays, il faut que les alevins prospèrent pour que les gros poissons grossissent, et faute d'alevins, la reprise va manquer de relais
- 3) La régression du déficit du gouvernement va accélérer l'érosion des marges bénéficiaires, à moins que les mises au chômage ne recommencent à progresser
- 4) Le taper est psychologiquement et ensuite mécaniquement l'équivalent d'un resserrement, lequel est masqué temporairement par les mouvements de capitaux qui fuient la périphérie.

La France et le sandwich germano-espagnol

Par [Jean-Marc Vittori](#) | 10/02 | Les Echos

C'est moins pire mais ce n'est pas encore mieux. Après avoir plombé la croissance française depuis une décennie, le commerce extérieur n'est pas le moteur qu'il fut lors les années 1990. Le déficit des échanges de marchandises baisse à la marge - quelques milliards d'euros en 2012 puis à nouveau en 2013, sur une masse qui dépasse toujours 3 % du PIB (61 milliards l'an dernier). Et il baisse pour des raisons fragiles - une chute des imports supérieure à celle des exports, induite par le recul des prix du pétrole. La ministre du Commerce extérieur, Nicole Bricq, a certes raison de souligner que les cinq sixièmes de ce déficit viennent de notre facture énergétique. Mais les pays qui vendent du pétrole ou du gaz nous achètent aussi du blé, des métros ou des avions. Un autre chiffre en dit bien plus sur le

problème économique majeur du pays : les quatre cinquièmes de ce même déficit viennent de nos échanges avec l'Europe. Avec des pays qui tirent leur force non de leurs ressources naturelles mais de leur savoir-faire et de leur efficacité.

La France risque ici de se trouver coincée dans un sandwich compétitif germano-espagnol, autrement plus redoutable que le fameux sandwich fiscal irlandais-néerlandais. L'Allemagne et l'Espagne ont procédé, l'un après l'autre, à une dévaluation interne. D'un côté, l'Allemagne se renforce encore, avec un excédent commercial record qui approche 200 milliards d'euros, une spécialisation sur la mécanique haut de gamme (automobile et biens d'équipement) et une diversification réussie, qui va des produits laitiers aux services aux entreprises. De l'autre, l'Espagne a investi dans une industrie moderne et chamboulé le marché du travail, en baissant les salaires, en abaissant la protection des salariés, en encourageant la négociation sociale. Les industriels français, pas assez haut de gamme et souvent chers, vont avoir du mal à trouver leur place. Même avec 30 milliards d'euros de cotisations sociales en moins.

Facture énergétique, échanges avec l'Europe : dans les deux cas, un euro plus faible serait inutile. Une dépréciation de la monnaie unique donnerait certes de l'air à des industriels qui vendent beaucoup en Amérique ou en Asie, comme Airbus. Elle sauverait des entreprises au bord de l'asphyxie. Elle soutiendrait temporairement la croissance, ce qui est précieux par les temps qui courent. Mais elle ne résoudrait en rien le problème de fond de nombre d'entreprises françaises : une offre inadaptée. Ou, pour être concret, des produits et des services qui ont du mal à trouver preneur. Cette faiblesse majeure n'a rien d'irréversible, comme l'a montré la France à plusieurs reprises dans son histoire. A condition toutefois de ne pas prendre des vessies pour des lanternes, la dévaluation de l'euro pour la solution miracle.

Interview d'Hervé Kempf :

La nécessaire et inéluctable "grande convergence"

1/2

Blog de Laurent Pinsolle, samedi 8 février 2014

Billet invité de Pascale Fourier, repris de son nouveau blog Il faut le dire, que je vous recommande vivement. Vous trouverez la suite mardi prochain sur son blog.

***Hervé Kempf**, journaliste, collaborateur au site reporterre.net, auteur de Fin de l'occident, naissance du monde, Éditions du Seuil*



Pascale Fourier : « *La fin de l'occident* »... Cela semblait peu optimiste. Moi qui me lamente déjà quand je pense que l'Europe est en train de perdre son rang, déclassée qu'elle est par la montée en puissance des pays émergents, le livre allait me déprimer de façon absolue. Dans son livre Hervé Kempf parle non seulement de la fin de la prééminence des pays les plus riches, mais de la nécessité d'un appauvrissement des occidentaux. Cet appauvrissement, il le souhaite. Sous ces dehors doux -parce qu'il semble doux- Hervé Kempf semblait donc parfaitement effrayant. Et c'est ce que je lui ai dit !

Changement d'époque historique...

Hervé Kempf : Eh bien d'abord, je vais vous dire de ne pas vous lamenter : tout va bien. Le fait que l'on change d'époque historique, que les civilisations évoluent que les sociétés changent, n'est pas un motif de lamentation. Évidemment, il peut y avoir un motif d'anxiété dans le fait qu'on perd ses habitudes et ses repères, ou plus exactement dans le fait qu'on sent qu'ils sont en train de glisser. Il est tout à fait naturel d'être attaché à ce dans quoi on trouve son confort, plus ou moins relatif, ses habitudes, ses repères. Mais ce n'est pas grave, que cela change. Ce n'est pas grave que l'Europe n'ait plus la suprématie dans le monde. Ce n'est pas grave qu'elle ne soit plus LA civilisation de référence – et d'ailleurs elle ne l'est plus depuis quelques décennies,

Mais en revanche, ce qu'il faut se dire, c'est tout simplement que l'on change de monde. C'est ce que j'essaie d'expliquer dans le livre. L'Europe va toujours exister, elle va même être plus en accord, en harmonie avec le reste du monde, je pense, ou elle pourrait l'être. Mais, simplement, on entre dans un monde où il n'y a plus de puissance, de culture ou de modèle dominants. On est dans le premier moment de l'Histoire où l'humanité se rend compte qu'elle est une, qu'elle forme, au fond, une même société. Jusqu'à présent, on était toujours des sortes de tribus éparses à la surface du globe, qui s'ignoraient ou qui se connaissaient mal, qui souvent se faisaient la guerre..., mais qui étaient relativement autonomes les unes des autres. Et progressivement, avec ce qu'on appelle « la mondialisation », et c'est un de ces effets absolument essentiel, eh bien nous découvrons que chinois, brésiliens, tchadiens, norvégiens, italiens, français... nous appartenons au même monde !

Et qu'est ce qui, en particulier, unifie ce monde ? Et bien c'est la conscience commune, qui est en train d'émerger très fortement, du fait que le principal problème qui se pose à nous, par nous les humains, c'est la crise écologique, qui ne peut pas trouver une réponse seulement par les uns ou par les autres. Cette réponse, c'est toute l'humanité qui va la trouver ou c'est toute l'humanité qui va se trouver dans une situation extrêmement difficile. C'est, finalement, un facteur qui me remplit d'espoir ! Et plutôt que de m'en lamenter, je m'en réjouirais ! On change nos repères. Il n'y a plus une civilisation dominante qui saurait mieux que les autres ce qu'il faut faire,

mais de plus en plus une société qui est en train de prendre conscience d'elle-même, avec toutes ses différences- qu'il faudra conserver- pour résoudre ce problème essentiel qui est celui de savoir comment l'humanité maintenant s'harmonise avec la biosphère, avec les capacités de la nature – ce que nous occidentaux appelons « la nature », à se couler, à harmoniser par rapport l'épanouissement de l'activité humaine avec la nature? Ça, c'est le premier point.

Appauvrissement matériel et enrichissement par les liens.

Le deuxième point que vous évoquiez était celui de l'appauvrissement. Il y a un mot très important qu'il faut associer à appauvrissement : il ne faut rester à l'appauvrissement seul. Moi je dis « l'appauvrissement matériel ». Et c'est crucial ! C'est un mouvement historique. On va vers un appauvrissement matériel dans les pays dits riches, et c'est tout à fait souhaitable. Mais cet appauvrissement matériel, disons-le tout de suite, peut s'associer à un enrichissement d'une autre nature, un enrichissement humain, un enrichissement par les liens, un enrichissement par les satisfactions. Un enrichissement, pour le résumer, qui viendra du fait que nous allons sortir avec cet appauvrissement matériel d'une culture très individualiste et compétitive, la culture de la société de consommation. La culture du capitalisme a exacerbé l'individualisme et a enfermé de plus en plus les gens sur eux-mêmes, en nous poussant sans arrêt à la compétition et en nous disant implicitement ou explicitement que le bon moyen de gagner cette compétition et le signe que nous sommes bien placés dans cette compétition des uns contre les autres, c'est la possession d'un grand nombre de biens, d'un grand nombre d'objets. Je crois que sortir de cette situation de très grande frustration psychologique, de très forte aliénation, de souvent grande souffrance, notamment pour tout ceux qui sont les perdants de la compétition, ça peut-être, en fait, un enrichissement.

Cet appauvrissement matériel, dont il faut commencer à formuler l'idée, il peut mal se dérouler. Ce sera le cas si on reste dans les structures de pouvoir que je définis comme « oligarchique » actuellement, si c'est l'oligarchie qui mène ce jeu de l'appauvrissement matériel historiquement inéluctable pour les pays riches. Mais si cette évolution est prise en main par la société,

maîtrisée par la société, pensée par la société, non pas juste comme une contrainte, puisque le changement d'habitude est toujours une contrainte, mais comme une contrainte qui peut nous amener vers un autre monde, à la fois vers la solution de ce problème essentiel qui est la crise écologique, mais aussi dans un autre rapport avec les autres pays du monde, à la société commune de laquelle nous appartenons, et aussi un autre rapport les uns avec les autres, dans notre propre société, alors cette évolution sera positive.

La nécessaire réduction des inégalités

Pascale Fourier : « Appauvrissement matériel »... Ca pose un problème vis-à-vis des gens qui ne sont déjà pas très fortunés... Vous vous réjouissez de ce que finalement l'occident doit aller de plus en plus mal et aller vers une espèce de paupérisation généralisée... Moins de biens, une croissance moins grande... Cela amènerait la misère chez les gens les plus pauvres...

Hervé Kempf : Non, parce que moi je parle de l'appauvrissement matériel de la société dans son ensemble et de la baisse de la consommation énergétique qui va avec lui. De toutes les façons, c'est quelque chose qui est en train d'arriver, qui va arriver. Pourquoi ? Parce que la croissance s'épuise, parce que les facteurs qui permettaient la croissance importante sont maintenant épuisés, notamment du fait d'un prix élevé de l'énergie, parce qu'est là la crise écologique qui de plus en plus pèse sur l'activité économique et sur ce que l'on appelle les « possibilités de développement », enfin parce que, en moyenne, pour précisément la classe moyenne et les classes supérieures, le niveau de saturation en terme d'équipements ménagers fait maintenant qu'il y a peu de marge à gagner.

Alors ceci dit, je le dis maintenant, mais c'est très clairement écrit dans le livre aussi, il s'agit de le faire dans l'égalité. Tout à l'heure, on disait que cette marche vers l'appauvrissement pourrait se faire dans la difficulté si l'oligarchie continuait à la piloter. Ce régime oligarchique s'est aussi mis en place dans les trente dernières années, avec une augmentation très importante des inégalités. Et moi, ce que je dis très clairement, c'est que pour aller dans cette direction d'un monde nouveau, d'un monde en transition et qui passe par cette réduction de la consommation matérielle globale et la réduction de

la consommation d'énergie, pour que ce soit fait de manière supportable et en priorité pour les pauvres qui n'ont pas de raison eux de s'appauvrir, il faut opérer une réduction très forte des inégalités. C'est-à-dire que la question de la redistribution des richesses est une clé absolument indispensable pour opérer cette mutation, pour opérer cette métamorphose.

Donc dans les « prescriptions » que je donne, c'est très clair. Trois axes :

1. Reprendre la maîtrise des marchés financiers et des banques. C'est une priorité absolue.
2. Deuxième priorité tout aussi absolue : réduire les inégalités de manière forte.
3. Troisième axe : écologiser l'économie

Développer les systèmes de solidarité collective et écologiser l'économie.

« Réduire les inégalités »... Il faut en dire un mot supplémentaire par rapport à votre question, qui est tout à fait juste. Appauvrir matériellement va de pair avec enrichir les liens. Je crois que, de plus en plus, on voit que l'évolution du capitalisme tend à nous faire désirer des écrans plats, des nouveaux ordinateurs, des iphones, des voyages aux Canaries, je ne sais quoi... et en même temps vise, de façon maintenant très délibérée, très ouverte, au démantèlement des structures de solidarités collectives. Il me semble que beaucoup des plus pauvres encore plus que des gens des classes moyennes est très attachée à ces structures de solidarités collectives qui sont des richesses extrêmement importantes, et cette richesse-là, il ne s'agit pas de les diminuer. Toute la société y est attachée en fait.

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de l'éducation, de la santé, de la retraite, de la culture, qui sont évidemment des enjeux collectifs essentiels. Tout le monde comprend très bien que s'il faut choisir entre un supplément d'écrans plats et de téléphones portables ou une bonne éducation, une bonne santé et une bonne retraite, eh bien le choix de « l'enrichissement », si l'on veut parler dans ces termes, il est très clairement du côté des systèmes de solidarité collective.

Pascale Fourier : Certains pourraient vous dire que c'est parce qu'on crée des écrans plats par exemple, tout un système matériel, qu'on peut dessus

greffer des biens immatériels tels que l'éducation, la santé, etc...

Hervé Kempf : Ils me diraient ça, et je leur répondrais : « Vous raisonnez avec des schémas du passé ! ». C'était peut-être vrai dans la période de grande expansion qui a suivi la seconde guerre mondiale dans tous les pays occidentaux, mais cela ne fonctionne plus. Pourquoi ? Parce que beaucoup de ces produits, en fait, sont fabriqués dans des pays du Sud et dans des conditions aussi bien écologiques que sociales extrêmement nuisibles. La deuxième raison, c'est que le système se trouve maintenant à saturation, on l'a vu, et n'arrive plus à dégager les marges qui permettent précisément de financer ces structures de solidarités collectives, parce que la productivité du travail a augmentée à un point tel que les plus-values deviennent de plus en plus difficiles à dégager. On se trouve donc dans une situation – et là je décris ce qui se passe- où le chômage augmente, où les déséquilibres financiers sont extrêmement importants et où la solution des capitalistes n'est pas de remettre en cause la redistribution de la richesse et l'accaparement d'une partie de cette richesse collective par les riches, par les marchés financiers, par les banques et par les exilés fiscaux, mais de faire porter tout le poids de ces déséquilibres sur les systèmes de solidarités collectives.

Le schéma ancien, qui a pu être valable dans ce qu'on appelle les Trente Glorieuses, était celui d'un enrichissement matériel collectif permis par une augmentation de la productivité et une technologie en plein développement, dans une situation où il fallait rééquiper le pays et où on était dans une logique de modernisation. Les bénéfices de tout cela permettaient de financer ces structures de solidarités collectives. Mais ce schéma ne fonctionne plus parce que, maintenant, on ne peut plus faire les deux choses à la fois. Il faut donc changer les priorités et transcrire ce choix dans les politiques économiques.

Votre question laisse penser, implicitement, – et c'est le dogme économique dominant- que ce qui serait productif, ce serait de faire des téléphones, des voitures, des bouteilles et des écrans plats. Eduquer les enfants, soigner les gens qui ont mal aux dents et s'occuper des vieilles personnes, ce serait une charge pour la société ! Mais ça n'a pas de sens ! C'est une vision économiste qui n'a pas de sens ! Un professeur, un instituteur ou une institutrice qui

travaille dans des banlieues très défavorisées, qui permet à des enfants et à des jeunes gens de ne pas dériver dans je ne sais quel commerce de drogue ou quelles dérives parce que la société n'est pas là pour les encadrer, et qui au contraire permet d'amener ces jeunes vers une position dans la société, vers la dignité, vers l'intégration dans les liens sociaux, eh bien cela, c'est évidemment une richesse importante. Il faut aller vers le fait qu'on comprenne que c'est cela, la richesse réelle.

Le troisième axe, c'est d'« écologiser l'économie ». Ce n'est pas seulement, même si c'est très important, s'occuper de la nature, ré-imaginer une nouvelle agriculture, relancer les millions d'emplois qui sont possibles dans la paysannerie, faire des économies d'énergie, développer les techniques efficaces pour produire. Ecologiser l'économie, c'est également faire l'inverse de ce que nous dicte le capitalisme, et mettre le paquet sur ces dimensions d'éducation, de culture, de santé, qui font qu'une société est digne, qu'elle suscite la fierté d'y participer, suscite l'entraide.

L'Europe qui fait rêver...

On parlait de l'Europe tout à l'heure... Il m'est totalement égal que l'Europe ne soit plus la puissance dominante : je crois même que c'est une très bonne chose. L'Europe a un projet, qui, je crois, parle beaucoup à d'autres pays dans le monde. L'Europe a réussi à unir beaucoup de pays et de cultures très différentes : entre les Allemands, les Français, les Italiens, les Slovènes, les Polonais, les Irlandais, les différences sont incroyables. On conserve tous nos cultures, nos qualités et aussi nos défauts nationaux, et pourtant on forme un ensemble qui est en paix et qui avance quand même dans une certaine direction. C'est un point important. Il y a là quelque chose d'exemplaire. La future société des nations, elle pourrait ressembler à l'Europe : ce serait un lieu où les Chinois, les Brésiliens, seraient toujours totalement chinois, totalement brésiliens, mais on s'entendrait ensemble sur ce qui est essentiel.

Ce qui est aussi très important en Europe, c'est qu'elle est l'ensemble géographique qui a le mieux réussi, pour l'instant, à mettre au point ce système de solidarités collectives. C'est un legs de l'Histoire. Ce ne sont pas les Sarkozy, les Hollande, et les Merkel d'aujourd'hui qui le font, c'est le

résultat de près de cent ans de travail, de luttes de mouvement ouvriers, parfois de compréhension aussi d'hommes d'État ou de femmes d'État qui avaient un vrai sens de l'intérêt général.

Et cette construction qui a mis en place l'éducation pour tous, la sécurité sociale, la retraite par répartition, c'est quelque chose qui reste très précieux et qui, croyez moi, est bien considéré comme une richesse par tous les pays du monde. En Chine, en Inde, on sent qu'est présente cette aspiration totalement légitime des individus à pouvoir être soignés à un coût abordable, à pouvoir faire en sorte que les vieilles personnes aient une vieillesse digne en se sentant utiles au reste de la société une richesse. Tout cela est une richesse !

Pascale Fourier : *C'était court, et résolument optimiste d'un certain côté. Mais vous le verrez, dans la deuxième partie, l'entretien est beaucoup plus pugnace. Il y sera question de post-capitalisme, d'oligarchie et de démocratie. Parce qu'Hervé Kempf, sous ses dehors doux, définit clairement des axes de luttes. Et c'est en cela que sa pensée est vivifiante. A bientôt donc pour la deuxième partie de l'entretien.*

Breaking Out Is Hard, par Andy Xie :

Keynes est mort, et les politiques d'Abe (Japon) sont vouées à l'échec

Par **The Wolf** le 08/02/2014 • par **Andy Xie**, Source **Mish**

L'économiste Andy Xie a publié sur CaixinOnline un article intéressant dans lequel il expose ses prévisions pour 2014. Voici un extrait de Breaking Out Is Hard.

« L'économie globale a peu de chances d'entamer une reprise en 2014. Les attentes d'une économie américaine en passe de dépasser la vitesse d'évasion s'avèreront vaines. Les politiques économiques d'Abe Shinzo ont des chances de finir en queue de poisson. Les économies émergentes n'accélèreront pas. Il y a des chances que l'économie globale en termes de PIB nominaux, aux taux de change actuels, augmente de 2%.

La globalisation, accélérée par la technologie de l'information, a raccourci le circuit de rétroaction entre le stimulus de la demande et la réponse de l'offre. La croissance qui vient maintenant répondre à la demande de stimulus ne peut pas durer, comme l'ont prouvé ces cinq dernières années.

Maintenir à des niveaux suffisamment bas les biens non-échangeables comme l'immobilier, la santé et l'éducation est la clé de la compétitivité économique et d'une croissance durable. Les économies dynamisées par le gonflement de ces biens seront pénalisées plus tard par un taux de croissance plus faible.

Keynes est mort

J'explique depuis un certain temps déjà que l'épisode actuel de globalisation a fondamentalement transformé le fonctionnement des économies, y compris des plus grandes comme celle des Etats-Unis. Bien que la demande soit restée locale, l'offre s'est globalisée. Les cols bleus et les cols blancs de la manufacture se sont globalisés. La technologie actuelle de l'information permet aux sociétés multinationales de localiser leurs activités de recherche, de marketing, de finance et de direction où elles veulent. Ainsi, quand un pays stimule la demande, cette dernière est satisfaite par des produits qui viennent de partout.

L'échec d'Abe

Le Japon a enregistré deux trimestres de croissance importante, et beaucoup ont été persuadés que les politiques d'Abe Shinzo étaient ce dont ils avaient besoin. Mais au cours du troisième trimestre, les chiffres de la croissance sont retombés autour de 1%, et il y a des chances qu'ils y soient restés au cours du quatrième trimestre. Les marchés financiers se retrouvent chancelants à mesure que l'élan de croissance ralentit. Trop de gens sont investis dans les politiques d'Abe pour changer de camp aujourd'hui. Mais après deux mauvais trimestres de plus, ils en auront peut-être le courage.

Le gouvernement d'Abe a demandé aux sociétés japonaises d'augmenter les salaires pour soutenir l'élan de croissance. Même si ces augmentations de salaire voyaient le jour, comme les gens sauraient qu'elle a été forcée et n'est pas durable, pourquoi la dépenseraient-ils ?

En terrain glissant

Les prix très élevés des marchandises ont entraîné une frénésie sur le secteur

de l'investissement. La crise de 2008 a mis fin à cela pendant trois ans. D'importantes sommes de monnaie ont été allouées à des projets à haut risque. Le risque auquel font face les économies de marchandises est l'explosion de cette bulle sur l'investissement, et non la réduction des revenus engendrée par la baisse du prix des marchandises per se.

J'ai parlé de la trajectoire baissière éventuelle de l'économie australienne en raison de l'explosion sur sa bulle de l'investissement sur les sociétés minières. Je maintiens mes propos. Le pire ne sera derrière nous qu'une fois que le système financier sera débarrassé des actifs non-performants.

Le commerce global est-il la cause ou la conséquence de la croissance ? Probablement la conséquence. Pendant les dix années qui ont précédé la crise de 2008, le commerce engendrait la croissance. Les multinationales diversifiaient leurs bases de production et leurs marchés. Leurs activités ont poussé la croissance bien au-delà du PIB. La décennie dorée de la croissance commerciale ne sera probablement qu'un événement unique en son genre.

Chacun pour soi

Lorsque les obstacles structurels sont l'entrave principale à la croissance, le stimulus, même s'il est efficace, ne peut apporter qu'un soulagement temporaire. Après la crise de 2008, les économies majeures et notamment la Chine et les Etats-Unis, ont poursuivi leurs politiques de stimulus. La nature globale du stimulus a engendré de la croissance pendant deux ans. Des réformes auraient dû être adoptées. Malheureusement, quand tout va bien, personne ne veut prendre de médicaments amers.

La fatigue commence à s'installer tout autour du monde. La Chine et les Etats-Unis ont des chances de réduire leurs politiques. La zone Euro ne fera rien d'important. La Banque centrale européenne pourrait diminuer les taux d'intérêts de 25 points de base pour les faire passer à zéro, mais les effets n'en seront pas significatifs. Les politiques de stimulus du Japon ne contrebalanceront pas l'impact de la hausse des taxes sur la consommation. Le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et d'autres économies émergentes pourraient continuer d'augmenter leurs taux d'intérêts contre les monnaies dévaluées.

Une réforme du commerce international pourrait rajeunir l'économie globale. Malheureusement, les accords de l'Organisation mondiale du commerce sont très limités. Le système tout entier est coincé. Il n'est plus une plateforme

permettant d'aller de l'avant. Le Partenariat trans-pacifique dirigé par les Etats-Unis est lui-aussi coincé. Les négociations commerciales de Washington avec l'Union européenne n'en mènent pas large non plus. Il semblerait qu'aucune réforme ne soit en passe de restaurer la croissance cette année.

Les nations qui veulent prospérer doivent le faire malgré une économie globale en mauvais état. L'une des solutions qui s'offrent à elles est la dévaluation. Bien entendu, la dévaluation compétitive finira par aggraver le cas de tout le monde. Pour les économies émergentes, la dévaluation est généralement suivie par une inflation. Elle n'apporte aucun bénéfice.

La seule solution durable est d'augmenter la compétitivité au travers de réformes structurelles. Voilà qui stimulerait la croissance grâce à une efficacité accrue. Les économies majeures pourraient identifier les problèmes qui se posent à la croissance économique : le coût des soins de santé aux Etats-Unis, la rigidité du marché du travail en Europe, les industries zombies du Japon, le manque d'infrastructures en Inde et le surinvestissement en Chine. Imaginez que ces problèmes soient combattus. L'économie globale pourrait augmenter à un rythme de 4% par an.

Bien entendu, les réformes structurelles coordonnées ne sont que chimères. Les réformes structurelles sont douloureuses. Tout le monde attend que d'autres agissent avant eux. Et quand les autres commencent à s'en sortir, il est facile de profiter des avantages. Attendre que les autres fassent le premier pas est ce qui a causé l'équilibre de stagflation dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Alors que nous avons tendance à espérer le meilleur, la réalité peut être cruelle. Tant qu'il est possible de patauger, aucune réforme ne voit le jour. Après la crise de 2008, j'ai prédit une politique de stimulus généralisée, son échec éventuel et la descente du monde vers la stagflation. Malheureusement, c'est ce qui a le plus de chances de se passer ».

Monétarisme et coup d'état institutionnel des banquiers étatsuniens

Publié le 27 décembre 2013 par actualites des 7 (R.Bibeau)



« Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières au combat. Si le peuple américain permet un jour que les banques contrôlent sa monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleurissent autour des banques priveraient les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise »... Voilà ce qu'écrivait *Tomas JEFFERSON* Président des États-Unis d'Amérique en 1802.

Les représentants du grand capital, tel T. Jefferson, aime bien ostraciser une section de leur classe et l'opposée à une autre section, afin de maintenir le balancier de la propriété des moyens de production et d'échange en faveur de toute leur confrérie «confédérée» à cette époque- bien avant le grand schisme du Sud. La grande Guerre sécessionniste NORD contre SUD – fédéré contre – Confédéré – n'aura lieu que des années plus tard, quand deux modes de production opposés – esclavagiste versus industriel capitaliste – ne pourront plus cohabiter dans le même pays et l'un devra disparaître pour que l'autre s'épanouisse sur les centres de centaines de milliers de cadavres ouvriers.

Mais n'anticipons pas sur la marche de l'histoire. Pour le moment ce qui nous préoccupe c'est que JEFFERSON, représentant de la bourgeoisie marchande et industrielle montante des États-Unis d'Amérique du Nord avait compris que les banquiers du Nord, l'autre fraction de sa classe prospère, constituaient un danger pour toute sa classe rassemblée.

Ce dont JEFFERSON avise chacun, via ce communiqué, c'est que le contrôle de la monnaie dans une économie capitaliste montante doit être une fonction exclusivement réservée à l'État bourgeois en tant que médiateur des

divers intérêts divergents de la classe bourgeoise dominante. Si un jour le capitaliste industriel et le capitaliste marchand devait remettre son sort entre les mains du capitaliste financier (le banquier vorace) – monopolisant l'émission de monnaie – cette marchandise qui représente toutes les autres marchandises – alors le capitaliste industriel et le capitaliste commerçant et tous leurs commettants (c'est ici que Jefferson introduit quelques considérations sur le «peuple» et les «gens» et les «enfants» de la Nation) deviendraient assujettis au crédit – aux monopolistes de l'argent-roi – le représentant, le quantum et la mesure de toute richesse en système capitaliste des riches.

Malgré qu'il ait été Président des États-Unis d'Amérique, T. JEFFERSON n'a pu empêcher la marche inexorable de l'histoire de l'économie politique impérialiste moderne dans cette Amérique triomphante. Et le cartel des dix grandes sœurs – des dix grandes banques – s'est effectivement emparé de la fonction de production du crédit-monnaie – qu'il ne pouvait éviter d'assumer quoi que vous en pensiez – ainsi sont gravées les tables de la loi divine de l'économie politique capitaliste.

En 2008, la prophétie de JEFFERSON s'est accomplie – et si temporairement l'accalmie s'est rétablie n'ayez crainte d'autres cataclysmes économiques se préparent qui encore une fois donneront raison à la prémonition de JEFFERSON *«priveraient les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise* ». Ainsi va la vie au pays du profit périclitant.

[Le réenchantement du monde](#)

Michel Santi 10. fév. 2014

Milton Friedman publiait en septembre 1970 dans le New York Times Magazine un article ayant fait date intitulé « La responsabilité sociale des entreprises est d'augmenter leurs profits » ! Il y faisait référence à son livre « Capitalisme et Liberté » où il assurait que « le monde des affaires a une et une seule responsabilité sociale consistant à utiliser ses ressources et à s'engager dans des activités lui permettant d'augmenter ses profits tant qu'il se conforme aux règles du jeu et sans fraude ». En fait, Friedman s'employait

tout au long de cette analyse à dénigrer toute velléité de « responsabilité sociale » où ne devraient pas s'égarer les entreprises. Pour lui, dès lors qu'un cadre ou qu'un responsable démontre des préoccupations d'ordre social, « il n'agit pas dans les intérêts de ses employeurs »... L'optimisation des résultats doit donc être la seule priorité, sachant que ce qui relève de la « responsabilité sociale » doit se restreindre au strict minimum requis par la loi. Selon Friedman, la posture de certains chefs d'entreprise qui se montrent soucieux du confort moral et matériel de leurs salariés – bref, ceux qui cherchent à faire plus et mieux que la loi – équivaut pour eux à admettre la prédominance des « mécanismes politiques » sur les « forces du marché ».

Comment s'étonner dès lors de l'attitude souvent irresponsable du monde des affaires et de la finance, justifiée par un très influent prix Nobel ? Lequel fondait une doctrine consacrant les profits comme dogme absolu, face à laquelle toute autre considération et toute valeur devaient s'éclipser ? Cette quête du profit – qui devenait le critère absolu – contribuait donc à fragmenter et à compartimenter la société dont les individus se devaient – selon cette logique – de rechercher les bénéfices et de préserver leurs intérêts, loin de toute moralité et au risque de léser autrui. Car après tout, et c'est Friedman qui l'affirme dans cet article, « la société n'est qu'un groupement d'individus » dont l'obligation est de ne tendre que vers leurs propres résultats. Pour Friedman, les individus n'ont qu'un seul devoir, qui consiste à assurer leur prospérité et celle de leurs employeurs. C'est à peu près à cette période que Margaret Thatcher devait asséner très significativement que « la société n'existe pas en tant que telle, qu'il y a juste des individus et des familles » !

De fait, nous évoluons aujourd'hui dans un monde où tous les repères et où toutes les valeurs (les authentiques valeurs, pas les valorisations) ont été bouleversés. À ce titre, rien ne justifie de tels écarts monumentaux entre les revenus des hauts dirigeants d'entreprise et leurs salariés, et il est compréhensible que le citoyen de base puisse s'offusquer d'une telle inégalité. De même est-il inadmissible que, dans nos nations occidentales, les revenus du citoyen soient entièrement dépendants de la croissance. Son niveau de vie et son salaire baissent lorsque l'activité économique ralentit. Il est en revanche aux premières loges dès lors qu'il s'agit de payer le prix de la récession, et de la bêtise – quand ce n'est pas de la malhonnêteté – des autres. Ne serait-il pas sensé, pondéré, voire naturel, que l'amélioration des revenus

du citoyen soit une combinaison du produit de la croissance et d'une meilleure redistribution ? Une répartition équitable des richesses et des revenus au sein de nos nations occidentales qui se prétendent civilisées n'est-elle pas une des clés fondamentales de la stabilité économique ? Warren Buffett lui-même ne s'était-il pas ému à l'occasion de son éditorial du 14 août 2011 dans le New York Times de payer 17 % d'impôts sur ses revenus quand ses équipes, elles, s'acquittaient d'une taxe de 36 % ?

La « charité » prodiguée au chômeur – à l'« assisté », comme il est de bon ton de le qualifier – par une société qui lui prodigue en permanence son mépris d'être sans emploi est-elle tolérable dans une démocratie apaisée ? Dans un monde – et surtout une Europe – en crise où les indices du chômage explosent mécaniquement par la faute d'un secteur privé – et surtout financier – ayant tout misé, tout risqué et tout monopolisé pour son seul profit, la société peut-elle continuer à déconsidérer et à humilier ses citoyens privés d'emploi ? Et peut-elle les forcer à accepter n'importe quel travail afin de cesser de leur démontrer sa solidarité ? Est-ce dans une société apaisée que l'on souhaite vivre ou dans un monde clivé où les heureux « insiders » seraient en lutte permanente contre des « outsiders » laissés pour compte ? Faisons encore appel au grand Keynes, qui nous mettait en garde dans sa « Théorie générale » à l'encontre « des fautes notoires d'une société incapable de procurer le plein emploi et qui distribue revenus et richesses de manière arbitraire et inégale »... Pourquoi, à cet égard, ne pas quantifier et mesurer le degré d'humiliation infligé par nos sociétés à ses membres ? La maltraitance morale – et parfois physique – infligée à nos concitoyens les moins bien lotis n'est-elle pas également un coût net pour notre société, dans le sens où elle nuit à l'efficacité du travail et à la concorde nationale ? Qui conteste encore aujourd'hui que la couverture santé, les transports publics, l'éducation nationale et les autres prestations sociales de l'État contribuent de manière décisive à la paix sociale et à la réalisation de l'individu ?

En réalité, la question d'entre toutes est : quel prix sommes-nous disposés à payer collectivement afin de (tenter de) parvenir à une société équilibrée et le plus juste possible ? Car la période de relative stabilité économique et d'aisance pour la classe moyenne est désormais bel et bien révolue. Les priorités sont donc à redéfinir, et ce, à la lueur de bouleversements sociaux inéluctables, comme le vieillissement des populations, qui sera un des facteurs nécessitant le plus l'assistance de l'État. La démographie et les

inégalités galopantes sont donc les deux raisons fondamentales qui imposent le retour de l'État, car il vaut mieux compter sur les pouvoirs publics que sur le secteur privé dès lors qu'il s'agit de soutenir la population. Comme la distinction – ou la prétendue séparation – entre politique et économie n'est qu'une légende urbaine entretenue par la finance afin de capter le vrai pouvoir, c'est à l'État qu'il incombe de promouvoir l'efficacité et la compétitivité économiques tout en maintenant un soutien actif – voire militant – à ceux de ses citoyens les plus nécessiteux. Pour ce faire, une équation cruciale à résoudre sera – pour reprendre le Président Barack Obama lors de son discours inaugural du 21 janvier 2009 – non de savoir « si le gouvernement est trop grand ou trop petit, mais s'il fonctionne ».

Qu'avons-nous perdu en route ? Qu'est-ce qui nous relie encore ? Et que devons-nous refuser absolument ? Devons-nous nous résigner à notre monde actuel marqué par la domination d'entreprises et d'individus ayant pris la collectivité en otage pour leurs seuls intérêts ? La démocratie n'est-elle plus qu'un vain mot ou parviendra-t-elle à nous sauver ? Doit-on résolument tourner le dos à nos élites dirigeantes qui se trompent systématiquement de priorités ? Comment leur expliquer que l'égalité et que la justice, préalables incontournables à l'avènement de la démocratie authentique, sont également les clés pour réenchanter le monde ?

Qu'est-ce que « la Monnaie » ?

Par Pascal Salin. Publié le 10 février 2014 Contrepoints

Beaucoup d'incompréhensions économiques découlent d'une mauvaise compréhension de ce qu'est la monnaie. Pascal Salin précise ce qu'elle est vraiment.



La monnaie peut se définir comme « un pouvoir d'achat généralisé ». Cette expression signifie que le détenteur d'un bien auquel on peut appliquer cette définition peut l'échanger à n'importe quel moment contre n'importe quoi et

auprès de n'importe qui.

La monnaie est en ce sens un pouvoir d'achat universel. Bien entendu, dans la réalité, aucun bien ne correspond parfaitement à cette définition. C'est pourquoi, au lieu de parler de la monnaie, il conviendrait plutôt de parler de la « qualité monétaire » des biens. (Le terme « moneyness » en anglais traduit bien cette idée ; en français, il conviendrait de parler de « monétarité » d'un bien, mais ce terme n'existe pas et on doit donc lui trouver un mauvais substitut, tel que « degré de liquidité ».)

Tout bien, en effet, possède, à un degré plus ou moins important, cette caractéristique d'échangeabilité. Mais un terrain, par exemple, est moins « monétaire » qu'un euro ou un dollar parce qu'il est moins facilement échangeable contre n'importe quoi, auprès de n'importe qui, à n'importe quel moment. On a donc coutume d'appeler « monnaies » les biens qui possèdent relativement les degrés d'échangeabilité les plus élevés.

Mais il faut distinguer cette définition « naturelle » de la monnaie de la définition « formelle » qui est habituelle à notre époque : ainsi, on donnera le nom de monnaie à des billets de banque dont le pouvoir d'achat se détériore à toute vitesse. Ces prétendues monnaies – qui bénéficient de privilèges étatiques pour leur utilisation – n'ont pratiquement pas de caractère monétaire.

Il est en tout cas fondamental de garder toujours à l'esprit que la nature même de la monnaie est de constituer un pouvoir d'achat disponible. En tant que telle, elle ouvre un espace de liberté à ses détenteurs car ils savent que la détention d'encaisses monétaires leur permet de satisfaire leurs besoins futurs dans un monde d'incertitude.

Il résulte de la définition de la monnaie que l'inflation est nécessairement mauvaise. En effet, celle-ci peut se définir comme l'augmentation du prix des biens en termes de monnaie et donc, symétriquement, comme une diminution du prix de la monnaie en termes de biens, c'est-à-dire une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.

L'inflation constitue donc une atteinte à la nature même de la monnaie et il est aussi absurde de dire que l'inflation stimule l'économie qu'il le serait de dire qu'on roule mieux avec des roues carrées.

Il est d'ailleurs caractéristique qu'à l'origine les monnaies aient été

constituées de biens réels (or, argent, cuivre, cauris, têtes de bétail, pièces de tissu, etc.), c'est-à-dire d'un pouvoir d'achat bien concret. Mais on a ensuite trouvé plus commode, au lieu d'utiliser directement ces biens concrets, de faire circuler les droits de propriété sur ces biens.

Ainsi un billet de banque tirait sa valeur de la quantité de bien monétaire – or ou argent, par exemple – contre laquelle il était émis et contre laquelle il était remboursable. Les émetteurs privés de signes monétaires (billets ou dépôts) ont généralement respecté leurs engagements de convertibilité à prix fixe (de ces signes monétaires contre l'or ou l'argent) parce qu'ils étaient responsables.

Mais les États ont monopolisé les systèmes d'émission de billets et de dépôts et, usant de leur pouvoir de contrainte discrétionnaire, ils se sont affranchis de la discipline de la responsabilité : après avoir vendu un titre monétaire censé valoir, par exemple, un gramme d'or, ils ont changé arbitrairement le prix en or de ce titre, rachetant par exemple le titre en question contre un demi-gramme d'or. C'est ce qu'on appelle une dévaluation et celle-ci devrait donc être considérée comme du vol pur et simple.

Par la suite, en particulier au XXe siècle, les États ont même trouvé préférable – et plus rentable pour eux – de supprimer toute garantie de convertibilité à prix fixe (contre de l'or ou de l'argent). Simultanément ils ont imposé leur monopole de création monétaire, en particulier par les législations de « cours forcé », obligeant les citoyens à utiliser la « monnaie nationale », aussi mauvaise soit-elle.

C'est ainsi que, pour la première fois dans l'Histoire, les biens qu'on appelle « monnaies » n'ont plus eu de définition en termes de pouvoir d'achat concret. Il est alors frappant – mais pas surprenant – de constater que jamais dans l'Histoire il n'y a eu autant d'inflation et de crises monétaires que depuis ces nationalisations des monnaies qui ont ôté aux monnaies formelles la plus grande partie de leur caractère monétaire.

Ce dont auraient besoin les êtres humains, c'est de véritables monnaies qui conservent ou même qui accroissent leur pouvoir d'achat, puisque tel est le rôle de « la monnaie ». Il faudrait pour cela que cesse toute production de signes monétaires : la croissance de la production dans un monde où la quantité de monnaie serait constante se traduirait par une baisse constante des prix monétaires des biens – ce qu'on appelle une déflation – c'est-à-dire par

une augmentation continue et souhaitable du pouvoir d'achat des monnaies.

C'est dire qu'il n'est pas nécessaire – et qu'il est même nuisible – de créer de la monnaie. C'est ce que l'on peut appeler le paradoxe (apparent) de la monnaie : il y a d'autant plus de monnaie dans une société (en termes de pouvoir d'achat, c'est-à-dire ce qu'on appelle les encaisses réelles) qu'il y a moins d'unités monétaires en circulation (ce qu'on appelle les encaisses nominales).

Ainsi, dans les cas d'hyperinflation, il y a fuite devant la monnaie et l'abondance de la monnaie a pour résultat qu'on n'utilise plus la monnaie. Il résulte des propositions ci-dessus qu'il faut supprimer le pouvoir monopolistique de création monétaire des autorités publiques, ce qui implique en particulier la disparition des banques centrales.

Article paru initialement dans *Libres, le livre aux 100 auteurs*

LE BLOG DE PIERRE JOVANOVIC

ENCORE UN FINANCIER CLOUE AU PILORI

du 10 au 14 février 2014 : Richard Talley, 57 ans, président d'American Title (suspecté de fraudes financières) a été retrouvé "mouru", suicidé par cloueuse. La tête et la poitrine percées de plusieurs clous... Paix à son âme. Conclusion de la police: suicide. Un peu comme un suicidé qui se serait tué de plusieurs balles dans la tête quoi... Il ne faut pas voir le mal partout. [Lire ici l'UPI](#). En tout état de cause, l'année 2014 s'annonce noire pour les financiers.

LA FRANCE SUR LA VOIE DE LA GRECE: 700 COMMERCES ABANDONNES A TOULON

du 10 au 14 février 2014 : Le 20 février cela fera 6 ans que j'ai commencé ce blog de l'Apocalypse-Financière. **Mais je ne pensais pas qu'un jour je serai amené à constater que la France a été détruite de l'intérieur par le poison de la crise que nos politiciens de gauche, de droite et verts, les pires, se sont obstinés à ne pas voir. Ils ont détourné le regard, les lâches, et ont laissé les Français se noyer progressivement. Résultat factuel nous apprend Var matin: 700 commerces de Toulon ont mis la**

clé sous la porte. 700 !!!! Un massacre ! Les politiques actuels ne défendent pas les citoyens mais les seuls intérêts de leur parti.

Le journal écrit: "*Des rideaux baissés, tagués, des bâches parfois bancales et défraîchies, une vitrine peu reluisante : un esthétisme entaché qui contraste, voire pénalise, les autres activités commerciales ayant également pignon sur rue. À l'instar d'autres villes en France, la commune ne fait pas exception à la règle en n'échappant pas à un phénomène de la vacance commerciale. En centre-ville, aux entrées est comme ouest, des locaux commerciaux, situés en rez-de-chaussée, installés sur des axes principaux ou dans des rues adjacentes, se figent dans un temps plus ou moins long*". Le reste de l'article est plus suprenant.

On vous explique que la crise n'y est pour rien. Ben voyons. La politique de l'autruche continue encore. Même à Paris, les boutiques et bureaux à louer commencent à s'ajouter les uns aux autres, et plus encore dans les quartiers riches.

Le problème est que **depuis 2008, entre 50.000 et 64.000 entreprises ont déposé le bilan chaque année (et nous sommes en 2014 déjà)**, et cela ne prend même pas en compte les entreprises toujours en activité qui ont licencié entre 10% à 40% de leurs salariés. La tendance des licenciements ne s'est pas ralenti depuis mai 2012, elle a même accéléré, il n'y a rien de bon à attendre de 2014. Lire [ici Var Matin](#), merci à François.

Et juste pour vous confirmer que les chiffres de janvier ne sont pas bons, notre lecteur Mr Legros nous dit "*le gérant d'un Super Casino dans les Yvelines m'a dit qu'il n'est qu'à 40% de son chiffre d'affaires par rapport à l'année dernière*". Chiffre que j'avais anticipé dès décembre. Les chauffeurs de taxi parisiens de leur côté m'ont confirmé que leur chiffre d'affaires de janvier 2014 est inférieur de 20% par rapport à janvier 2013 (qui lui même était en baisse de 10% à 15% par rapport à janvier 2012). Le mois de février va être encore plus sanglant.

PIERRE MOSCOVICI ET CREDIT AGRICOLE CRUCIFIES EN DIRECT PAR MARINE LE PEN

du 10 au 14 février 2014 : Panique au sommet du Crédit Agricole car Marine le Pen a expliqué devant plusieurs millions de téléspectateurs des Mots Croisés de France 2, que la banque est virtuellement en faillite, en citant l'étude en béton de l'OCDE (plus bas dans cette page)... Pendant toute l'émission, Moscovici a été sur la défensive, ne trouvant rien de plus ridicule comme argument que de traiter l'économiste Jacques Sapir d'extrême droite!!!! Bref, la

direction de la communication du Crédit Agricole, prise au piège, a été obligée de sortir un communiqué disant que la banque ne s'abaissera pas à commenter les propos de Marine Le Pen (!!! on parle de faillite, quand même!!!), tout en se débrouillant pour avoir un article dans le HuffPost french (le journal web de Mme ex-Strauss-Kahn et le groupe Le Monde)

Ou comme dans Challenges: "*Le Crédit Agricole au bord de la faillite? C'est ce que Marine Le Pen, invitée lundi soir de Mots Croisés sur France 2, pour débattre avec Pierre Moscovici, a annoncé en direct à la télévision, un peu avant la 45e minute de l'émission. "Vous savez bien que le Crédit Agricole n'est pas solide du tout et que probablement on va être emmené encore à venir les sauver !, a martelé la présidente du Front National, face à un Ministre de l'Economie et des finances, interloqué. (...) Ce que je vous annonce, c'est que le Crédit Agricole va très mal"*".

Toujours est-il que l'information n'est pas tombée dans l'oreille des sourds puisque j'ai pu observer, par les mails reçus depuis 7 jours, que les gens qui ont des avoirs au Crédit Agricole ont commencé à déménager leurs comptes, ce qui va aggraver ses liquidités. **Au fait, si elle n'est pas en faillite, pourquoi limite-t-elle les retraits ? Voilà une bonne question tout simple et de bon sens.**

Revoir [l'émission ici au cours de laquelle on peut voir que Moscovici est impuissant](#) et surtout qu'il a déjà virtuellement quitté ses fonctions, vu la pauvreté de ses réponses et son absence de conviction. Mosco n'est plus là. Il fait acte de présence. Lire [ici Challenges](#) qui vient défendre le CA, malgré les diverses études qui montrent qu'elle est au bord du gouffre.

LES BELGES VONT SE FAIRE TAXER DES QU'ILS BOUGERONT UN CIL, DU PUR VOL, REGARDEZ

du 10 au 14 février 2014 : Le gouvernement de corrompus belges avec un clown du cirque Pinder à sa tête n'a rien trouvé de mieux que de TAXER LES BELGES SUR LEURS DEPLACEMENTS... En somme un portique écotaxe pour tous. Si, si, et non, on n'est pas encore le 1er avril. "*Les Régions wallonne, flamande et bruxelloise ont récemment trouvé un accord sur les tarifs de la taxe kilométrique. Le principe prévoit une taxe automobile sur chaque kilomètre parcouru, en fonction des heures de pointe ainsi que du type de route empruntée par le conducteur. Le projet pilote commencera le 17 février dans la zone couverte par le futur RER ferroviaire ainsi que dans Bruxelles et sa périphérie. Rouler en zone urbaine pourrait à l'avenir coûter 9 cents par kilomètre, contre 5 cents sur l'autoroute et 6,5 sur les autres routes, d'après le*

projet ... Jean-Michel Libotte estime que les automobilistes pourraient payer entre 500 et 1.000 euros par an selon la distance" ... Eh bien voilà comment la Belgique va prendre l'argent dans le porte-monnaie des pauvres citoyens. Comment les Belges ne se sont pas révoltés ? Cela relève du même mystère que pour les Grecs et les Chypriotes. [Lire ici Le Vif pour le croire...](#) ou [ici RTL](#), merci à Mohamed.

UN MEGA-IMPOT EUROPEEN EMBALLE DANS DE LA GUIMAUVE EN PREPARATION

du 10 au 14 février 2014 : En 6 ans de revue de presse, j'ai déjà vu passer deux ou trois tentatives de Von Rompoy d'instaurer un impôt européen global sur les 500 millions d'européens. Mais celle qui arrive est emballé dans de la guimauve humanitaire pour mieux faire passer l'impôt global derrière.

Je résume. Un économiste-philosophe propose 200 euros à tout citoyen de l'Europe, somme qui sera financée par une TVA européenne. Ben voyons. Quelle belle arnaque en préparation... Regardez, j'ajoute les "phases": *l'économiste belge et philosophe Philippe Van Parijs sur le blog de la London School of Economics propose (PHASE 1 pour verser une larme) d'instituer le versement inconditionnel d'un revenu de base universel de 200 euros pour tous les résidents légaux de l'UE, ou à tout le moins, des Etats membres de la zone euro. Ce revenu modeste, qu'il appelle "eurodividende", pourrait être complétement par les revenus du travail, du capital et des bénéfices sociaux, et il permettrait d'assurer une répartition plus équitable des "fruits de l'intégration"* (PHASE 2 pour vider votre porte-monnaie soi disant pour la bonne cause) ***II pourrait être financé par un impôt spécifique qui pourrait être une taxation de 20% de l'assiette de la TVA harmonisée dans toute l'Union européenne, ce qui représenterait environ 10% du PIB total de l'UE*** ". Au bout de la chaîne, vous et moi avec une hausse de la TVA... Nom d'un chien, mais quand est-ce qu'ils vont arrêter ????? Lire ici [l'Express belge pour le croire](#), merci aux lecteurs du plat pays.

LA TRES BONNE QUESTION DE MR GRESLE A PROPOS DES EUROPEENNES

du 10 au 14 février 2014 : "Lecteur assidu de votre blog, je me permets une question: **Comment se fait-il qu'à quelques semaines des élections européennes, aucun sondage ne sorte dans les médias?**

Lors des élections précédentes, nous étions inondés de sondages (et 2 points de + pour untel et 1 point de + pour l'autre, etc.)

Sont-ils vraiment si mauvais pour certains et trop bons pour d'autres?"

Cher lecteur, oui, vous avez bien raison. Nous n'avons pas ou peu de sondages sur les intentions de vote. N'oubliez pas, le plan du PS consiste à ce que le plus petit nombre de Français aille voter aux européennes... Mais ça va être difficile. Ensuite, payer un sondage qui va vous apprendre que vous allez être rétamé n'encourage pas.

LE MONSTRE DE LA DETTE VU PAR LA DEUTSCHE BANK

du 10 au 14 février 2014 : Mr Arfeuille a bien noté les propos de l'analyste en chef de la DB. "*Déclaration de Jim Reid, stratégeste de la Deutsche Bank: "We've created a global debt monster", "Nous avons créé un monstre de la dette mondiale, qui est maintenant si grosse et si importante pour le fonctionnement du système financier et de l'économie, que les défauts ont été de plus en plus minimisés par des réponses politiques manquant d'agressivité. C'est sans doute trop tard pour changer de cap maintenant sans d'énormes conséquences", [lire ici ZH.](#)*

- Dette publique du Japon : 240 % du PIB, soit plus de 1,1 million de milliards de yens.
- Dette publique des Etats-Unis : 17 321 milliards de dollars.
- Dette publique de l'Allemagne : 2126 milliards d'euros.
- Dette publique de l'Italie : 2068 milliards d'euros.
- Dette publique de la France : 1900 milliards d'euros.
- Dette publique du Royaume-Uni : 1431 milliards de livres sterling.
- Etc.

"Les obligations d'Etat forment des bulles qui deviennent de plus en plus colossales. Les bulles obligataires deviennent de plus en plus gigantesques. La question est donc : "QUAND vont avoir lieu ces défauts de paiement ?"

LEVEE DE BOUCLIER POPULAIRE CONTRE BLYTHE MASTERS !!!

du 10 au 14 février 2014 : Incroyable échec pour la reine des banquiers. Imaginez que Icy Queen a été nommée au conseil de la CFTC, l'organisme gouvernemental US, avec capacité de répression, en charge des ventes à terme, des swaps et des manipulations des cours... Dingue. Surtout quand on sait que c'est la JP Morgan et d'autres banquiers qui avaient fait pression contre la seule personne, Brooksley Born (patronne de la CFTC à l'époque), qui avait vu que les CDS allaient ruiner le monde. Imaginez le tollé sur le Web. Il y a eu tant de tweets à la suite de cette nomination de la CFTC que celle-ci a été obligée dans les heures qui ont suivi de retirer Blythe Masters de son panel d'experts...

Bon c'est vrai, on ne sait pas ce qui les a pris à la CFTC, bien que j'aie ma petite idée là-dessus :-) Mark P. Wetjen de nommer Blythe à la CFTC. Cela revenait à nommer Mme Renard dans le comité en charge du poulailler. Tweeter est devenu très puissant (abonnez vous à mon fil @pierrejovanovic). Lire [le New York Times](#).

PS: La JP Morgan a été obligée de payer 1,5 milliard de dollars (encore une fois) pour un comportement ultra-sexiste inégalitaire et harcèlement sexuel de l'une de ses filiales de prêts immobiliers. Etonnant, car notre amie Blythe est très à cheval là dessus : -) [Lire ici CNN](#).

TEMOIGNAGE D'UN LECTEUR EXPERT-COMPTABLE SUR L'ETAT DE SA PROFESSION

du 10 au 14 février 2014 : Lucas me confirme les propos d'autres lecteurs et comptables, jugez en: "*Je suis expert comptable diplômé (bac + 8) depuis plusieurs années. Un métier qui a toujours été très dynamique et où les opportunités ont toujours été nombreuses et très lucratives. Depuis 2 ans, je constate que la profession va de plus en plus mal. Les cabinets sont tous à l'arrêt, leurs clients vont mal, les trésoreries se tendent, les procédures collectives se multiplient, les délais de règlement clients s'allongent sans cesse, certains cabinets comptables se retrouvent en état de cessation de paiement ce qui est un fait absolument nouveau ! On en trouve encore quelques uns qui investissent grâce à leur trésor de guerre, mais ils n'embauchent plus de cadres, seulement des "petites mains" sous-payées qu'ils font travailler de plus en plus. Les groupes nationaux et internationaux voient une chute permanente de leur marge et ils se voient forcés de réduire leurs équipes au minimum et à les payer de manière de plus en plus restreinte. Les primes des années 2000 ne sont plus qu'un lointain souvenir, et les revenus des dirigeants sont en baisse constante également*".

UNE BANQUE ESPAGNOLE VIRE LES RELIGIEUSES QUI FAISAIENT SON BACK OFFICE

du 10 au 14 février 2014 : Une vieille tradition voulait que la Banco Popular espagnol confie des petites tâches à une communauté de religieuses de Sainte Claire pour une somme modique. La crise étant passée par là, la banque a retiré le travail aux religieuses... qui se retrouvent sans rien. Pas de pitié titre le Wall Street Journal. Les banques espagnoles sont vraiment dans une situation désespérée. Lire [ici le Wall Street Journal pour le croire](#). Merci à David.

HOLLANDE et MOSCOVICI CHERCHENT EN REALITE 100 MILLIARDS D'EUROS

du 10 au 14 février 2014 : "*Dépenses publiques : la gauche face au casse-tête des 50 milliards*" nous dit le Figaro. Il en faut autant pour "*sauver*" nos banques pourries que pour rembourser nos dettes. Total: 100 milliards. Préparez vous au massacre des impôts 2014 et 2015, car je peux vous garantir que si le PS tient jusqu'à là, ils vous prendront tout. Mais eux, ministres et députés, ils s'en moquent, ils se sont votés de très jolies retraites et points de chute. Prenez vos dispositions. [Lire ici le Figaro](#).

Revue de presse internationale du 9/2/2014

Blog d'Olivier Berruyer 9 février

CRISE BANCAIRE

[Bankocratie] Vol avec violence : les banques poussent les entreprises à la faillite

Les banques ont développé une nouvelle méthode pour conduire les entreprises à la faillite et les reprendre pour pas cher. Dans le cas du Royaume-Uni, en raison de frais, des suppléments exorbitants, et des exigences arbitraires de la banque qui poussent l'entreprise encore plus loin dans la dette. Donc, elle profite de la situation de l'entreprise et, finalement force la confiscation de ses biens afin de les acquérir à un prix cassé.

Source : [Deutsche-Wirtschafts-Nachrichten](#)

[Technocratie] Les banques qui se traitent sur le week-end : la folie de l'UE dans un diagramme

L'UE crée de nombreux comités, comme par exemple pour régler la faillite d'une banque en un week-end. Un diagramme montre cette folie bureaucratique à vouloir maîtriser ce processus en seulement 24 heures.

Source : [Deutsche-Wirtschafts-Nachrichten](#)

[QE & dette] Nous avons créée un monstre avec la dette mondiale

"Nous avons fait un monstre de la dette mondiale qui est maintenant si grosse et si importante pour le fonctionnement du système financier et de l'économie

que les défauts ont été de plus en plus minimisés par des réponses politiques manquant d'agressivité. C'est sans doute trop tard pour changer de cap maintenant sans d'énormes conséquences." Jim Reid, stratéguiste de la Deutsche Bank.

Source : [Zero hedge](#)

[Shadow banking] JPMorgan met en garde : « Pour éviter un défaut maintenant la Chine va amplifier le problème pour l'avenir »

Nous estimons que le montant brut (c'est à dire avec les éventuels chevauchements entre les sous-composants) de financement non bancaire en Chine a atteint 36 trillions de RMB fin 2012 (soit près de 70% du PIB), comparativement à 18,3 trillions de RMB en 2010 (ou 46% du PIB).

Source : [Zero hedge](#)

CRISE FINANCIÈRE

[Pays émergents] Le problème des marchés émergents

La crise financière qui a frappé les économies des pays émergents au printemps dernier est de retour avec une vengeance. Cette fois, le déclencheur a été une confluence de plusieurs événements: une crise de change en Argentine, les données économiques plus faibles de la Chine et les persistantes incertitudes politiques et les troubles en Turquie, Ukraine et la Thaïlande. Mais la crise actuelle ne durera pas longtemps dans les marchés émergents, selon l'économiste Roubini.

Source : [Project Syndicate](#)

[Émergents - Occident] La Crise dans les pays émergents a fini par atteindre l'Ouest

Les banques centrales des pays du BRICS vendent leurs bons du Trésor américain pour stopper l'effondrement de leur monnaie. Cela pourrait forcer encore une fois la Fed à acheter plus d'obligations du gouvernement. Les marchés financiers sont nerveux. Récemment, les rapports sur l'effondrement des monnaies en Argentine, en Turquie, en Russie et en Afrique du Sud se sont entassés. La roupie indienne a chuté.

Source : [deutsche-wirtschafts-nachrichten](#)

[Emergents - Europe] Qui sont les grands perdants de la crise des marchés émergents ?

L'Euroland sera le candidat le plus probable pour l'autre versant de l'ajustement du compte courant des marchés émergents. Malheureusement, les chances sont importantes que cela se produise via la chute des exportations européennes plutôt que par une augmentation des importations et / ou de l'augmentation des exportations des émergents vers la zone euro. Ce n'est pas un bon présage pour la croissance.

Source : [ZeroHedge](#)

[Emergents - Banques] L'Europe exposée : plus de 3 trillions d'euros de prêts sur les marchés émergents

Les banques européennes sont les plus vulnérables et les entreprises sont plus exposées que leurs homologues américaines et japonaises.

Source : [RT](#)

EUROPE

[Austérité] Mesures d'austérité de l'UE :

Andreas Fischer-Lescano soulève les violations massives des droits fondamentaux de la Troïka. Dirigée par ses politiques d'austérité qui ont mis le feu aux poudres et qui entraînent les nations européennes à jouer les unes contre les autres. Il était nécessaire d'obtenir un argument juridique pour mettre en place une véritable lutte, afin de minimiser les dégâts sociaux que tout ce contrôle de l'économie a causé.

Source : [Deutsche-Wirtschafts-Nachrichten](#)

[BCE] L'Allemagne vient de perdre son influence dans la Banque Centrale Européenne

Les Français sont les grands gagnants de la récente restructuration de la Banque Centrale Européenne - les Allemands, les grands perdants. A la BCE c'est un Français qui prendra la parole en tant que porte parole de la Banque à l'avenir. Auparavant, c'était l'allemand Jörg Asmussen, dont la remplaçante, Sabine Lautenschlager, aura très peu de poids parmi les banquiers centraux.

Source : [deutsche-wirtschafts-nachrichten](#)

[Grèce] Crise de la dette : Schäuble envisage un troisième plan de sauvetage pour la Grèce

Selon la même source, une réunion secrète se serait tenue vendredi dernier, en marge d'une réunion de l'Eurogroupe, entre le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, et d'autres grandes figures de l'UE. Elle aurait eu pour sujet l'évaluation de la situation en Grèce : «des préoccupations sur le montage ». Les dirigeants grecs n'étaient pas conviés.

Source : [Der Spiegel](#)

RÉFLEXION

[Energie] Prévision sur notre avenir énergétique : pourquoi les solutions habituelles ne fonctionnent pas

Les ressources de la planète ne sont pas infinies ce qui limite bien évidemment la croissance économique potentielle et bien sûr notre capacité à rembourser indéfiniment des dettes basées sur des hypothèses de croissance irréalistes. Un article qui détaille les croyances démesurément optimistes sur lesquelles sont basées ces hypothèses.

Source : [Our finite world](#)

[Eau] Étude : Les pénuries d'eau menacent la Chine et l'Inde

La Chine et l'Inde doivent se préparer à une pénurie massive de l'eau. Plus de la moitié des eaux souterraines de la Chine est contaminée par l'agriculture avec plus de 3.3 millions d'hectares de terres agricoles qui sont déjà souillés. En Inde, en 2025, la frontière de la pénurie absolue en eau doit être dépassée.

Source : [Deutsche-Wirtschafts-Nachrichten](#)

[Eau] La Californie s'assèche et Brown défend des tunnels à \$15Mds

L'aggravation de la sécheresse en Californie fait monter les enchères pour un plan de \$15Mds approuvé par le gouverneur Jerry Brown pour construire deux tunnels d'eau de 50km sous un delta de rivière écosensible à l'est de la baie de San Francisco.

Source : [Bloomberg](#)

[Nucléaire] Fukushima : Tepco et ses barres de combustible fondues - une ruine nucléaire

Le temps s'épuise : le scandale de l'entreprise Tepco incapable de stabiliser les ruines à l'instar de ces flux de millions de litres d'eau radioactive déversés dans le Pacifique. Maintenant Tepco veut recourir aux rayons cosmiques pour localiser les barres de combustible endommagées.

Source : [Deutsche-Wirtschafts-Nachrichten](#)

[Nucléaire] La radioactivité de Fukushima condamne la faune en voie de disparition de l'Alaska

La neige radioactive est tenue pour responsable de l'augmentation spectaculaire du nombre de phoques, d'ours polaires et de morses malades. En Alaska, les animaux trouvés avec des plaies ouvertes sont en constante augmentation. Les conséquences de la catastrophe de Fukushima pour la nature sont de plus en plus visibles.

Source : [Deutsche-Wirtschafts-Nachrichten](#)

ÉCONOMIE

[USA] Commandes industrielles : baisse la plus forte en 5 mois - Stocks : plus forte hausse depuis juin

Deux graphiques parlant.

Source : [ZeroHedge](#)

[Chine] La production industrielle à son plus bas depuis 6 mois

L'activité manufacturière de la Chine s'est contractée pour la première fois depuis six mois en Janvier, ce qui laisse augurer un départ chancelant en 2014 pour la deuxième plus grande économie du monde, selon les résultats d'une enquête sur le secteur privé.

Source : [News.Xinhuanet](#)

[UK] Sonnette d'alarme sur le déficit de la balance courante

L'économie britannique a fait une belle performance en 2013 avec une croissance de 1,9%. Certains économistes prévoient même une croissance de

3% cette année, mais la taille du déficit de la balance courante de la Grande-Bretagne tire la sonnette d'alarme.

Source : [News.Xinhuanet](#)

[Monde] Goldman avertit que le ralentissement mondial devient "plus grave"

L'analyse de janvier et les dernières révisions des mois précédents brossent un tableau beaucoup plus doux de la croissance mondiale et le Global Leading Indicator situe maintenant le cycle industriel mondial clairement dans la phase de «ralentissement» - le récent coup d'arrêt de la croissance s'accroît.

Source : [Zero hedge](#)

[Dollar] Rien ne dure éternellement : l'ex-économiste en chef de la banque mondiale appelle à la fin du dollar comme monnaie de réserve

L'ancien économiste en chef de la Banque mondiale Justin Yifu Lin avertit que « la domination du billet vert est la cause de crises financières et économiques mondiales », nous soupçonnons que le monde va bien finir par commencer à écouter - mais cet inquiétant individu conclut, « la solution à cela c'est de remplacer la monnaie nationale par une monnaie mondiale », comme étant le moyen de créer un système financier mondial plus stable.

Source : [Zero hedge](#)

ÉTATS-UNIS

[Consommation] Les Américains ont brûlé l'équivalent de 46 milliards de dollars d'épargne pour financer leurs achats de décembre

Le taux d'épargne est au plus bas depuis janvier 2013.

Source : [Zero hedge](#)

[Analyse] Comment les économistes et les décideurs politiques ont tué notre économie

L'économie a été affaiblie par les délocalisations menées au profit des bénéfices des grandes entreprises et la politique de quantitative-easing conduite pour protéger quelques grandes banques. Celle-ci a déséquilibrée les

marchés actions et obligataire, menacent la valeur du dollar et a conduit à une manipulation du cours de l'or. L'inflation, elle, est masquée, ce qui permet de surestimer la croissance.

Source : [Paul Craig Roberts](#)

[Confiance] Votre argent est-il en sécurité à la banque ? Un économiste répond "non"

Terry Burnham, ancien professeur d'économie de Harvard, critique de longue date de la Réserve fédérale, fait valoir que les efforts de la Fed pour renforcer les banques américaines les ont paradoxalement affaiblies.

Source : [PBS](#)

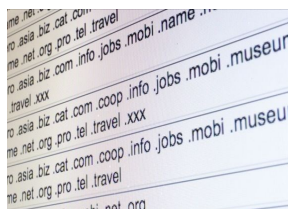
[Dette USA] Le plafond de dette "X date" pourrait être atteint dès le 28 février

Alors que tout le monde se concentre sur la tourmente dans les marchés émergents, un bon vieux classique est de retour - la tragi-comédie périodique "plafond de la dette".

Source : [Zero Hedge](#)

Le .boom des nouveaux noms de domaine

Par [Yannick Clérouin](#) [LesAffaires.com](#) Publié le 09/02/2014



Le visage de l'Internet ne sera plus jamais le même. La toile sera inondée d'une foule de nouveaux noms de domaine qui feront place à l'innovation, mais aussi à des guerres commerciales entre les puissantes marques.

Vous ne surferez bientôt plus seulement sur des sites dont le nom se termine par les extensions .com, .net .org ou .ca.

De nouveaux noms de domaine de premier niveau (gTLD) ont été créés par l'ICANN, l'organisme à but non lucratif qui coordonne les identifiants à l'échelle mondiale, afin d'augmenter la concurrence et le choix dans le marché des noms de domaine, car celui-ci commençait à être engorgé.

Près de 700 nouveaux noms sont disponibles. Il devrait y en avoir 2000 d'ici quelques années.

Les nouveaux noms de domaines peuvent être géographiques, comme .montreal, ou génériques comme .sexy.

Christine Willet, vice-présidente aux activités gTLD de l'ICANN, qualifie le lancement des nouvelles extensions de «jalon historique». Selon elle, ces nouvelles extensions permettront de créer au cours de la prochaine année une foule de possibilités.

Des occasions et des risques pour les entreprises

La nouvelle génération de noms de domaine offrira des occasions d'affaires pour les entreprises.

Sara Cunha-Rego, directrice de l'entreprise spécialisée dans l'hébergement de sites Web britannique UK2.net, a expliqué dans un communiqué que «les entreprises pourront dorénavant choisir des noms de domaine qui reflètent exactement les activités qu'elles mènent.»

Ainsi, plutôt que de tenter de dénicher un nom de site qui se termine par .com et qui représente bien ses activités (ce qui est de plus en plus difficile en raison de la rareté des noms de domaine disponibles), un restaurant pourra par exemple opter pour l'extension .menu.

Les entreprises devront agir rapidement pour réserver les noms de domaine souhaités, car certains risquent de s'envoler. Une petite recherche sur le site du géant de l'hébergement godaddy.com, par exemple, permet de constater que le nom de domaine restaurant.menu est déjà réservé.

Si la décision de l'ICANN offre des occasions pour les entreprises, elle occasionne également des risques et des coûts. Celles qui désireront protéger leur marque devront investir d'importantes sommes pour mettre la main sur les nouveaux noms associés à leur raison sociale.

L'enjeu est de taille, non seulement en termes financiers, mais également en terme de sécurité. Les entreprises doivent en effet éviter que des noms

associés à leur marque tombent entre de mauvaises mains.

Selon les données publiées vendredi par la Trademark Clearinghouse, une entité mandatée par l'ICANN pour gérer les inscriptions des marques de commerce, plusieurs organismes inconnus auraient pré-réservé des noms de domaine associés aux 50 marques du monde qui ont la plus grande valeur. Un récent article de *Adweek* met en relief le danger auquel les marques de commerce sont dorénavant exposées. Celles des géants alimentaires comme **Pepsi** ou **Kelloggs** sont les plus à risque d'être piratées.

Déjà, des géants comme **Amazon**, **Apple**, **Ford** et **Google** ont réservé des extensions qui leur sont cruciales. Par exemple, Amazon a acquis l'extension **.kindle**.

Par ailleurs, des guerres commerciales ont déjà éclaté. L'ICANN doit notamment gérer un litige entourant l'extension **.app**, convoitée par plus d'une dizaine d'entreprises, dont Google et Amazon.

Il y a un coût important à détenir les nouveaux gTLD. Les entreprises devront déboursier 185000\$ US à l'ICANN pour obtenir une nouvelle extension, auquel s'ajoute une redevance annuelle de 25000\$ US. Voilà un marché qui s'annonce **.lucratif...**